



NUMÉRO SPÉCIAL
40e anniversaire
du PNUE

Notre Planète

CAMILLA TOULMIN LA VIE COMMENCE À 40 ANS ! PROFESSEUR A.H. ZAKRI PERSPECTIVES POUR RIO+20
ADNAN AMIN FOURNIR L'ÉNERGIE NÉCESSAIRE À L'ÉCONOMIE VERTE ELIZABETH THOMPSON RÉVOLUTION À RIO

Le magazine du Programme des Nations Unies pour l'environnement — FÉVRIER 2012



« Nous pensons, en tant que pays, pouvoir jouer un rôle moteur dans l'avènement d'une nouvelle ère, en l'occurrence, celle des énergies renouvelables. »

ANGELA MERKEL
CHANCELIERE, ALLEMAGNE



« Le rapport du PNUE sur l'économie verte démonte le mythe de la nécessité de choisir entre économie et environnement. »

BAN KI-MOON
SECRETARE GENERAL,
ORGANISATION DES NATIONS UNIES



« Pro-croissance, pro-emploi, pro-pauvres, pro-environnement et, bien sûr, pro-entreprise : tel est notre mantra en matière d'économie verte. »

SUSILO BAMBANG YUDHOYONO
PRÉSIDENT, INDONÉSIE



« Pour pouvoir sortir de la crise financière et de la crise environnementale, il nous faut résoudre les deux en même temps, et la solution se trouve dans une croissance verte et durable »

FELIPE CALDERÓN
PRÉSIDENT, MEXIQUE

RIO+20



« Le nouveau dialogue sur l'économie verte que nous sommes en train d'établir renforcera encore plus notre coopération dans les domaines de la construction verte et du développement durable. »

BARACK OBAMA
PRÉSIDENT, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE



« Nous sommes ici aujourd'hui... pour faire le premier pas concret vers l'écologisation de notre économie. »

KAMLA PERSAD-BISSESSAR
PREMIER MINISTRE,
TRINITÉ-ET-TOBAGO



« Notre but est clair : faire en sorte que l'économie protège l'environnement et que l'environnement contribue à la croissance de l'économie. »

CHEIK MOHAMMED BIN RASHID AL MAKTOUM
PREMIER MINISTRE ET VICE-PRÉSIDENT,
ÉMIRATS ARABES UNIS



« L'initiative « Pont vert » renforcera le partenariat entre l'Europe et l'Asie dans la promotion de politiques économiques vertes. »

NURSULTAN NAZARBAYEV
PRÉSIDENT, KAZAKHSTAN

« La Chine honorera son engagement à écologiser son économie. »

HU JINTAO
PRÉSIDENT, CHINE



« L'avenir de la planète se trouve dans l'écologie. Nous devons donc baser nos plans d'avenir sur les technologies vertes. »

MELES ZENAWI
PREMIER MINISTRE, ÉTHIOPIE





Notre Planète,

la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

P.O. Box 30552 Nairobi (Kenya)

Tél. : (254 20) 762 1234

Fax : (254 20) 762 3927

Mél : unepub@unep.org

Les numéros de Notre Planète peuvent être consultés sur le site du PNUE
www.unep.org/ourplanet

ISSN 1013 - 7394

Directeur de publication : Nick Nuttall

Rédacteur : Geoffrey Lean

Coordonnatrice : Mia Turner

Responsable marketing : Mohamed Atani

Graphisme : Amina Darani

Éditeur : Division de la communication et de l'information du PNUE

Impression : ONUN / Section des services de publication / Nairobi

ISO-14001 : 2004 - Certifiée

Distribution : SMI Books

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

* Dollars (\$) s'entend des dollars des États-Unis.



Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.

PAGE 6



ELIZABETH THOMPSON : RÉVOLUTION À RIO

Rio+20 doit être une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de l'entreprise Terre, marquant la transition vers une économie verte.

PAGE 8



A.H. ZAKRI : PERSPECTIVES POUR RIO+20

Une Organisation mondiale de l'environnement au service des nations en développement

PAGE 10



ADNAN AMIN: FOURNIR L'ÉNERGIE NÉCESSAIRE À L'ÉCONOMIE VERTE

L'adoption d'énergies renouvelables constitue une étape essentielle dans la mise en place d'économies durables et non exclusives génératrices de croissance et d'emplois.

PAGE 14



JACQUELINE MCGLADE : OUVRIR L'ŒIL

Un nouveau service d'information de pointe permet à tous d'aider à dresser un tableau détaillé exceptionnel de l'environnement mondial

PAGE 18



CAMILLA TOULMIN : LA VIE COMMENCE À 40 ANS !

Le monde est en profonde mutation depuis quarante ans. Pourtant, l'action du PNUE est plus que jamais fondamentale.

PAGE 25



JOSEPH ALCAMO ET SUNDAY A. LEONARD : ÉTABLIR DES PRIORITÉS

Choisir les nouvelles questions écologiques de portée mondiale nécessitant l'attention des décideurs.

PAGE 28



FELIX DODDS : UNE RÉVOLUTION À RIO

Le sommet doit permettre de réunir les fonds nécessaires pour faciliter le passage à une économie fondée sur le développement durable et établir une Organisation mondiale de l'environnement.

PAGE 32



KONRAD OTTO-ZIMMERMANN : AGIR À L'ÉCHELON LOCAL

Moyens pour les organisations de collectivités locales d'œuvrer avec un PNUE renforcé pour relever les défis du XXI^e siècle

ET AUSSI

LIVRES PAGE 4

INNOVATION PAGE 24

RÉFLEXIONS PAGE 5

WWW PAGE 30

PEOPLE PAGE 12

NUMBERS PAGE 31

LE PNUE À L'ŒUVRE PAGE 16,22

STAR PAGE 34

livres www.unep.org/publications



Green Economy in a Blue World [Économie verte dans un monde bleu]

Établie par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avec un vaste groupe de partenaires, cette publication analyse, selon une approche sectorielle, le potentiel de croissance économique de chaque secteur. Dans la mesure où 40 % de la population mondiale vit à moins de 100 km du littoral, les océans et les côtes de la planète – le monde bleu – procurent de la nourriture, un abri et des moyens de subsistance essentiels à des millions de personnes. Mais comme de plus en plus de gens vont s'installer dans les régions côtières, les impacts humains se font lourdement sentir à la fois sur la santé écologique et la productivité économique des océans.

Rapport annuel du PNUE 2011

Le rapport annuel 2011 présente tout l'éventail des activités du PNUE en faveur de l'environnement et du développement et en fait le tour pour les ramener à l'économie verte et à son potentiel pour faire face à des défis multiples et aider la communauté internationale à réaliser et à mettre en œuvre le développement durable.



Annuaire du PNUE 2012

De l'épuisement du carbone dans les sols au déclassement des réacteurs nucléaires, l'Annuaire du PNUE 2012 appelle l'attention sur les grands problèmes qui se font jour. Il souligne, en particulier, que la clé de la sécurité alimentaire, hydrique et climatique au XXI^e siècle résidera dans des améliorations spectaculaires de la gestion mondiale de nos précieux sols et met en lumière un nouveau sujet de préoccupation mondiale, à savoir les défis du déclassement d'un nombre croissant de réacteurs nucléaires en fin de vie.



Technology Transfer Perspectives Series: Technologies for Adaptation Perspectives and Practical Experiences [Collection Perspectives concernant le transfert de technologie : Perspectives et expériences concrètes en matière de technologies d'adaptation]

Centre Risø sur l'énergie, le climat et le développement durable du PNUE

Cette livraison de la collection Perspectives sur le transfert de technologie rassemble dix articles de spécialistes et de praticiens de l'adaptation du monde entier. Les articles traitent des trois grands thèmes suivants liés au concept de « technologies d'adaptation » : concept et contexte des technologies d'adaptation, évaluations des besoins en matière de technologies d'adaptation, et expériences concrètes du travail avec les technologies d'adaptation.



Green Hills, Blue Cities: An Ecosystems Approach to Water Resources Management for African Cities [Collines vertes, villes bleues : une approche écosystémique de la gestion des ressources en eau pour les villes africaines]

L'Afrique est actuellement la région la moins urbanisée au monde, mais elle est en pleine mutation. Sur le milliard d'habitants que compte le continent africain, environ 40 % vivent dans les zones urbaines. La population urbaine de l'Afrique a doublé, passant de 205 millions en 1990 à 400 millions en 2010 et, en 2050, elle devrait avoir triplé pour atteindre 1,23 milliard de personnes.

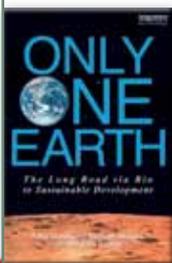
Les bidonvilles accueillent 60 % de cette population urbaine. Avec une telle croissance urbaine, l'Afrique est susceptible de ressentir les impacts les plus graves des changements climatiques,

notamment dans les domaines de l'eau et de la sécurité alimentaire. D'énormes pressions s'exercent donc sur les populations urbaines en expansion.



Women at the frontline of climate change - Gender risks and hopes [Les femmes en première ligne des changements climatiques - Risques et espoirs pour elles]

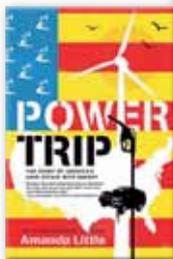
Les femmes sont souvent en première ligne face aux effets des changements climatiques. Le monde entier connaît des sécheresses et des inondations de plus en plus fréquentes qui ont des conséquences profondes sur le plan économique mais aussi social. Les populations et, en particulier, les femmes d'Asie sont actuellement les plus exposées avec plus de 100 millions de personnes touchées dans cette région chaque année.



Only One Earth: The Long Road via Rio to Sustainable Development [Une seule Terre : La longue marche vers le développement durable en passant par Rio]

par Felix Dodds et Michael Strauss avec Maurice Strong

Cet ouvrage décrit comment nous en sommes arrivés aux problèmes d'environnement actuels et la voie à suivre à l'avenir. Il présente un programme d'action pour la survie de l'humanité sur une planète aux ressources limitées, abordant des thèmes tels que les déficits de mise en œuvre, de démocratie et de gouvernance et indiquant ce qu'il faudrait faire pour passer à une économie favorisant le développement durable. Il s'achève par 21 questions pour un programme de survie.



Power Trip [Voyage au cœur de l'énergie]

par Amanda Little

Après avoir couvert l'environnement et l'énergie pendant plus de dix ans, Amanda Little a décidé que la seule manière d'appréhender réellement la crise énergétique américaine était de s'y plonger. Elle se lance dans un périple audacieux à travers le pays et décrit dans une prose vivante et rapide les frontières les plus extrêmes et passionnantes de notre paysage énergétique. Percutant et prospectif, Power Trip est un guide de voyage animé et passionné pour tous les lecteurs qui tentent de s'orienter dans un environnement en mutation ainsi qu'un manifeste perspicace pour les jeunes générations héritières de la Terre.



Achim Steiner

Secrétaire général adjoint de l'ONU et
Directeur exécutif du PNUE

Il y a 40 ans, dans la capitale suédoise de Stockholm, une page d'histoire a été écrite lors d'une conférence de l'Organisation des Nations Unies sur l'avenir de l'humanité et de la planète. Face à l'inquiétude croissante liée à la pollution, à la disparition de plus en plus d'espèces et au dépérissement des forêts dû aux pluies acides, les gouvernements sont convenus de créer un organe des Nations Unies chargé de coordonner une réponse mondiale à ces défis.

Le PNUE a donc vu le jour et entre juin 1972 et la session de l'Assemblée générale des Nations Unies de cette année-là, les pays ont fait campagne pour accueillir ce nouvel organisme environnemental. Le Kenya est sorti vainqueur de ce débat diplomatique et est ainsi devenu le premier pays en développement à accueillir le siège d'un organisme des Nations Unies.

Les photographies en noir et blanc prises le 2 octobre 1973 lors des célébrations inaugurales montrent le président Kenyatta, entouré de gardes forestiers et de gardes-chasse, agitant son fameux chasse-mouche, avec debout à ses côtés le canadien Maurice Strong, premier Directeur exécutif du PNUE, âgé de 43 ans.

Le PNUE a été initialement mis en place pour coordonner les activités du système des Nations Unies sur les questions environnementales et pour fournir aux États membres des données scientifiques sur les nouvelles tendances en matière de changements environnementaux.

L'accent mis sur la science compte peut-être parmi les contributions les plus importantes du PNUE et a permis aux gouvernements de négocier des traités mondiaux importants pour répondre aux nouvelles crises environnementales.

Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, bouclier protecteur qui filtre le dangereux rayonnement solaire ultraviolet, en offre un bon exemple.

Sans ce Protocole, les concentrations atmosphériques de substances appauvrissant de la couche d'ozone auraient pu décuplé d'ici 2050, ce qui aurait pu entraîner jusqu'à 20 millions de cas supplémentaires de cancer de la peau et 130 millions de cas supplémentaires de cataracte, sans parler des dommages pour le système immunitaire humain, la faune et l'agriculture.

La mise en avant de la science et la négociation de traités sont toujours d'actualité.

À la fin des années 1980, alors que le monde avait du mal à saisir les incidences de l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale ont créé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Les travaux scientifiques de ce groupe ont constitué des évaluations des risques et des références primordiales pour les gouvernements sur les tendances et les effets probables du réchauffement climatique, et ses conclusions ont joué un rôle clé dans la décision d'instituer la convention climatique des Nations Unies et son traité sur la réduction des émissions, le Protocole de Kyoto.

Lors du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002, le PNUE a été invité à animer un partenariat en vue d'accélérer l'élimination de l'essence au plomb dans le monde. Le plomb est particulièrement dommageable pour le cerveau des nourrissons et des jeunes.

Depuis, près de 80 pays en développement, dont l'Afrique du Sud, le Ghana, le Kenya, la Tanzanie et Vanuatu, ont éliminé le plomb dans les carburants de transport et ce n'est qu'aujourd'hui que se dessinent les énormes avantages de cette pratique.

Selon les scientifiques, les améliorations du QI, les réductions des maladies cardiovasculaires et la baisse de la criminalité comptent parmi les avantages liés à l'élimination du plomb dans le monde, qui sont chiffrés à 2 400 milliards de dollars par an.

C'est là un autre exemple montrant comment les mesures et les actions environnementales sont directement liées aux facteurs sociaux et aux problèmes de pauvreté, d'équité et de moyens de subsistance.

Depuis 2008, le PNUE milite en faveur de l'économie verte pour assurer le développement et la création d'emplois tout en maintenant l'empreinte de l'humanité dans les limites écologiques.

Les travaux sur l'économie verte ont consisté en partie à procéder à des évaluations des services chiffrés à plusieurs milliers de milliards de dollars que procure la nature, mais qui, jusqu'à récemment, n'apparaissaient presque pas dans les comptes nationaux de profits et pertes, et à les communiquer aux gouvernements.

Que réserve donc l'avenir? Alors que les ministres de l'environnement se réunissent à Nairobi pour la session annuelle du Conseil d'administration du PNUE en février 2012, tous les regards seront tournés vers Rio+20, la Conférence qui fera suite au Sommet de la Terre de 1992.

Cette réunion, qui se tiendra en juin, sera peut-être l'occasion de traduire l'initiative de l'économie verte en un moyen nouveau et visionnaire d'assurer enfin un développement durable en faveur de sept milliards de personnes aujourd'hui et plus de neuf milliards en 2050.

Dans leurs communications au sommet, de nombreux gouvernements ont souligné que le moment était venu de rehausser le statut du PNUE, en le transformant peut-être en une Organisation mondiale de l'environnement.

Quelle que soit l'issue de Rio+20, c'est un grand compliment pour notre institution de voir qu'après 40 ans, les États membres expriment le souhait de la renforcer, et ce au sein même de sa demeure africaine.



ELIZABETH THOMPSON

Coordonnatrice exécutive de la
Conférence Rio+20

Révolution à Rio

Comme le disait Albert Einstein, « le monde que nous avons créé est le résultat de notre niveau de réflexion, mais les problèmes qu'il engendre ne sauraient être résolus à ce même niveau ». C'est là un avertissement très pertinent à l'heure où les dirigeants mondiaux se demandent comment élaborer des approches et des solutions multilatérales pour surmonter les défis sociaux, environnementaux et économiques auxquels l'humanité fait face. À l'approche de Rio+20, une rare occasion s'offre à eux d'adopter le mode de pensée révolutionnaire qui s'impose pour façonner des solutions porteuses de changement et tracer une voie nouvelle de développement durable pour les pays, les citoyens, les collectivités, les entreprises - et la planète Terre.

L'« avant-projet » de document final de Rio+20 – sur lequel se fondera le texte de négociation – a été publié le 10 janvier à l'issue d'un processus transparent ayant comporté la publication en ligne de toutes les communications. Sa rédaction a représenté une tâche énorme ayant consisté à extraire et restituer l'essence de ces documents, à suivre fidèlement les communications des États membres, à incorporer dans le

texte tous les éléments importants, à trouver un langage qui ne soit pas en contradiction avec les précédents accords multilatéraux et n'offense aucun groupe géopolitique, et à déterminer la longueur du document répondant le mieux à tous ces objectifs tout en lui conservant sa fonctionnalité pratique.

Les États membres doivent maintenant porter ce projet à un niveau supérieur en le transformant en une plateforme ambitieuse pour le développement durable, qui agisse comme catalyseur d'une économie mondiale verte. Comme le déclare le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : « pour parvenir au développement durable, nous devons être prêts à modifier radicalement nos modes de vie, nos modèles économiques, notre organisation sociale et notre vie politique Nous avons besoin d'une pensée révolutionnaire, d'une action révolutionnaire ».

Le document final de Rio+20 devra servir simultanément des intérêts multiples. Il devra respecter l'industrialisation et le désir d'une croissance continue du Nord et répondre aux besoins et aux nuances de développement du Sud. Il devra

donner aux grandes économies émergentes l'assurance que leurs trajectoires de développement ne seront pas interrompues ou que leurs profits actuels ne s'inverseront pas. Il devrait offrir aux PMA, aux PEID et à l'Afrique de nouvelles possibilités de renforcer les perspectives de développement. Enfin, il sera censé augmenter la résilience des pays à revenu intermédiaire face aux catastrophes et aux crises.

Le document final de Rio devrait encourager les collaborations positives Sud-Sud et triangulaires et instaurer des partenariats efficaces entre les gouvernements et le secteur privé. Il devrait déterminer les ressources financières nécessaires aux pays en développement les plus vulnérables pour effectuer la transition et créer un système économique mondial plus stable et plus durable. Il devra définir une liste d'objectifs de développement durable (ODD) qui soient fédérateurs. Plus important encore, il devra inciter les politiciens à envisager le développement au-delà d'un cycle politique étroit. En bref, le Document final de Rio, conjointement avec le rapport du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur la durabilité mondiale (Groupe de haut niveau), doivent bâtir « l'avenir que

nous voulons » pour les peuples et la planète. La tâche paraît difficile, mais comme le dit Nelson Mandela, « cela semble toujours impossible avant d'être fait ».

Malgré Action 21, qui donne une définition universellement acceptée du développement durable, et une poursuite assidue des objectifs du Millénaire pour le développement, la pauvreté n'a pas été éradiquée. Il faut donc redoubler d'efforts au niveau mondial pour y mettre fin et parvenir à l'équité et à la justice sociales. Les États membres expriment leur vif désir de renforcer l'efficacité du cadre institutionnel pour la mise en œuvre du développement durable, ce amènera à se pencher sur plusieurs questions :

- Compte tenu de leur importance et de leur impact sur la croissance, pourquoi les questions de développement durable ont-elles continué à relever des ministères de l'environnement au lieu d'être prises en charge par les chefs de gouvernement et les ministères des finances de l'économie?
- Comment le système multilatéral et les institutions internationales de développement pourraient-ils fonctionner de manière plus efficace, efficiente et collaborative pour assurer un développement durable au niveau mondial?
- Comment empêcher que les défauts de l'architecture existante du développement durable ne se retrouvent dans les nouvelles structures?
- Dans quelle mesure les structures nationales appropriées devront-elles évoluer pour compléter et mettre en œuvre l'ordre du jour du développement durable multilatéral?
- Quels sont les politiques, stratégies et mécanismes essentiels pour intégrer le développement durable?
- Comment faire mieux comprendre aux plus hauts échelons des gouvernements et des entreprises que les questions environnementales et économiques se confondent?
- Comment mieux démontrer aux entreprises que viabilité égal rentabilité?

Les récentes révoltes sociales, du Printemps arabe au mouvement « Occupons Wall Street »,

« Il peut y avoir des divergences sur la définition de l'économie verte, sur la possibilité de l'universaliser et sur son pouvoir de transformation –, mais il faut admettre que le statu quo n'a pas donné naissance aux solutions de développement nécessaires. Il faut essayer de nouvelles approches pour nous permettre de prospérer tout en vivant dans les limites planétaires. »

constituent des appels des citoyens en faveur de plus d'équité, d'un bien-être durable, d'une participation accrue à leur gouvernance et d'une juste part dans les bénéfices de la mondialisation. L'incapacité quasi-totale du Nord comme du Sud à échapper aux crises des aliments contaminés, des carburants et de la finance a mis en évidence l'interconnexion de l'économie, de l'environnement et de la société – ou, selon certains, « des personnes, de la planète, du profit/de la prospérité ». Il peut y avoir des divergences sur la définition de l'économie verte, sur la possibilité de l'universaliser et sur son pouvoir de transformation –, mais il faut admettre que le statu quo n'a pas donné naissance aux solutions de développement nécessaires. Il faut essayer de nouvelles approches pour nous permettre de prospérer tout en vivant dans les limites planétaires.

Les gouvernements jouent un rôle de premier plan dans l'intégration et la pratique de la durabilité. La transition vers une économie mondiale verte ne sera toutefois pas possible sans un engagement constructif des acteurs non étatiques et la participation et la coopération du secteur privé, surtout si, comme Naomi Klein l'affirme, « sur les 100 plus grandes économies, 51 sont des entreprises et 49 seulement des pays ». Il est fondamental d'amener le secteur privé à renforcer la responsabilité sociale des entreprises, à pratiquer la durabilité et à investir dans le vert pour générer des emplois décents,

créer des richesses et éradiquer la pauvreté tout en protégeant notre base de ressources naturelles.

Dans une économie internationale aux ressources limitées, l'investissement dans le capital naturel et la gestion de ce dernier joueront un rôle clé dans l'amélioration de la valeur actionnariale, de la notoriété de la marque ou du profil de l'entreprise. Comme le dit André DuBrin, « une entreprise qui poursuit les idéaux d'une économie verte gagnera ainsi un certain avantage concurrentiel sur le marché mondial ». Les gouvernements doivent créer les cadres politiques, juridiques, fiscaux et réglementaires nécessaires à l'implication du secteur privé : une progression vers la transparence financière et une convention éventuelle pour la durabilité des entreprises sont des éléments importants de l'avant-projet.

Après Rio+20, notre réflexion et nos actions doivent gommer la frontière entre les questions « secondaires », comme l'environnement et celles dites « cruciales », telles que l'économie, entre l'équité sociale, d'une part, et le PIB et les taux d'intérêt, de l'autre; l'émergence d'une nouvelle métrique dépassant le PIB pour englober les indices de qualité de vie et sociaux au sein du nouveau paradigme de la durabilité est pleine de promesses. La Conférence de Rio sera un succès si elle est perçue et traitée comme une assemblée générale extraordinaire de tous les actionnaires de l'entreprise Terre ayant pour objet de démontrer les coûts, les avantages et la valeur d'un renforcement du capital à la fois naturel, humain et social, ainsi que de favoriser la cohésion sociale et la durabilité économique.

Après le coup de marteau final à Rio, nous devrions repartir avec un immense sentiment de satisfaction, en emportant dans nos cœurs un engagement pour un développement durable, dans nos esprits l'intention de faire bouger les choses et dans nos mains un ensemble concret de politiques et d'initiatives qui changeront radicalement le monde. Pour reprendre les mots du Secrétaire général de la Conférence, Sha Zukang : « L'histoire nous a donné l'occasion de changer les choses. Saisissons-la tous ».



A.H. ZAKRI

Conseiller scientifique du
Premier Ministre de Malaisie

Perspectives pour Rio+20



En juin, les dirigeants du monde entier se réuniront à Rio de Janeiro pour marquer le vingtième anniversaire du Sommet de la Terre de 1992, auquel on doit en grande partie la mise en place de l'architecture de gouvernance mondiale pour l'environnement. En tête des priorités figure la nécessité de reconnaître la triste réalité, à savoir que les dispositions de gouvernance de l'environnement n'ont pas répondu aux attentes, car il est de fait qu'elles n'ont pas permis d'inverser ni même de limiter le déclin de l'environnement au cours des décennies écoulées. Les dirigeants doivent donc aujourd'hui admettre que l'approche modeste et progressive qu'ils ont adoptée à Rio il y a vingt ans n'est pas suffisante et que seule une révision majeure du système de gouvernance engendra les réformes requises pour s'attaquer aux défis de la durabilité environnementale.

La question la plus délicate qui sera débattue est celle de la création d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME) pour servir de point d'ancrage aux efforts mondiaux en faveur l'environnement. Presque instinctivement, les mots « organisation » et « mondiale », accolés ensemble, ont provoqué cette réaction des diplomates des pays en développement : « Nous nous y opposons, elle équivaldrait à une nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) et c'est la dernière chose dont nous avons besoin. » Il s'agit là d'une opinion bien enracinée et empreinte de suspicion qui a été exprimée à maintes reprises dans les cercles diplomatiques de New York.

La réalité est qu'il existe un besoin réel pour une OME et que les propositions faites à cet égard ne prévoient rien de semblable à l'OMC. En fait, la plupart des institutions spécialisées des Nations Unies, comme l'OMS, la FAO ou l'UNESCO, ne ressemblent pas du tout à l'OMC, mais sont des organisations qui assurent des fonctions de consultation et de facilitation et qui aident les pays à se conformer aux engagements mondiaux découlant d'accords mutuels. Il ne s'agit nullement d'organismes de réglementation comme l'OMC, qui définit des normes et réduit les barrières commerciales.

Une OME est le type d'organisation dont nous avons désespérément besoin aujourd'hui plus que jamais. À l'heure actuelle, les questions environnementales relèvent, au niveau international, d'un fatras d'institutions réparties dans tout le système des Nations Unies. De fait, plus de 40 organismes différents des Nations Unies possèdent des programmes environnementaux. Au fil des années, la communauté internationale a en outre adopté des centaines d'accords multilatéraux sur l'environnement, qui possèdent tous leur secrétariat et leur administration propres. L'année passée, il y a eu davantage de réunions que de jours au calendrier. Les réunions organisées au cours des cinq dernières années par une fraction seulement de ces accords ont donné lieu à plus de 5 000 décisions auxquelles les pays sont censés donner suite au niveau national.

Le système est devenu d'une complication insensée, et il est virtuellement impossible aux pays en développement d'y jouer véritablement un rôle. Les seuls pays à s'accommoder de ce système sont les pays les plus riches, tandis que les nations pauvres en développement sont de plus en plus laissées pour compte.

Un changement s'impose. Les pays en développement doivent réfléchir clairement à leurs besoins en matière d'environnement et surmonter le préjugé selon lequel « l'agenda environnemental » n'est que pour les riches. Les questions écologiques revêtent une importance capitale pour les nations les plus pauvres. L'environnement est au cœur du développement et des moyens d'existence de même que du bien-être de chacun d'entre nous. De plus, il existe une économie en progression reposant sur les créneaux commerciaux liés aux technologies, produits et services verts. Une opportunité de marché dont la Malaisie et bon nombre d'autres pays asiatiques prennent rapidement conscience.

L'histoire a montré que la plupart des organisations mondiales que nous possédons aujourd'hui ont été en fait conçues et négociées par les pays développés alors que les pays en

« La question la plus délicate qui sera débattue est celle de la création d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME) pour servir de point d'ancrage aux efforts mondiaux en faveur de l'environnement. »

développement les ont regardés en simples spectateurs. Nous avons été trop occupés à réclamer davantage de financement et de développement – évidemment nécessaires – pour nous rendre compte que les opérateurs de ce système sont les institutions mondiales et qu'elles penchent toutes en faveur du Nord.

Il nous faut changer cette approche afin de concevoir un nouveau système de gouvernance de l'environnement qui soit axé sur le développement et vise à mieux répondre aux besoins des pays en développement. Cela signifie qu'une OME doit avoir des priorités affirmées et spécifiques. Il doit s'agir d'un organisme démocratique à composition universelle dans lequel chaque pays dispose d'une voix qui ne soit pas pondérée comme dans le cas des nombreux organismes d'aide financière où les pays donateurs disposent de plus de voix que les pays bénéficiaires.

Les pays en développement ont besoin d'un soutien pour la mise en œuvre, tout particulièrement d'une assistance technique, d'un renforcement des capacités et d'un appui technologique. Une OME doit donc posséder des moyens de mise en œuvre pour répondre aux besoins des pays en développement. À l'heure actuelle, le soutien à la mise en œuvre a été oublié dans le système des Nations Unies, dans la mesure où aucun organisme n'en est chargé dans le domaine de l'environnement, ce qui signifie qu'en fin de compte les pays en développement sont perdants. C'est particulièrement le cas pour les accords multilatéraux sur l'environnement, qui abondent de promesses d'assistance, mais ne

prévoient que quelques mécanismes et aucune institution spécifique pour aider les pays à mettre en œuvre leurs engagements.

La science doit s'inscrire au cœur de l'OME dans la mesure où beaucoup de nouvelles questions environnementales sont liées au développement et requièrent donc des approches innovantes et progressives pour les traiter. La science doit également être inclusive grâce à une participation plus large des scientifiques et des universités des pays en développement.

Nous avons besoin d'une OME qui contribue à l'élaboration d'idées nouvelles, au partage des expériences et à la fourniture d'une aide aux pays pour opérer la transition vers une économie verte. Il nous faut aider les nations les plus pauvres à devenir des partenaires dans une économie verte et non créer une voie de développement parallèle en sorte qu'il y en aurait une pour les riches et une autre pour les pauvres.

Une OME doit être le point d'ancrage permettant de rationaliser la gouvernance actuelle de l'environnement et de garantir que les pays en développement bénéficieront d'une représentation égale et seront en mesure de contribuer au système dans la limite de leurs ressources financières propres.

Si nous convenons qu'il s'agit là des éléments d'un nouveau système, il nous faut alors entamer un débat et élaborer une proposition qui fasse part de nos besoins en tant que pays en développement à la conférence Rio+20. La Malaisie, en sa qualité de nation en développement avancée, peut apporter une vaste expérience à la table de négociation. Elle devrait en faire bénéficier les nations en développement en les amenant à définir une position articulée autour de leurs besoins.

Autrement, ne nous plaignons pas si nous héritons d'une autre organisation mondiale qui serait établie sans avoir nos besoins à l'esprit ou, pire encore, qui maintiendrait le statu quo marginalisant les frères et sœurs des pays en développement.



ADNAN AMIN

Directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables

Fournir l'énergie nécessaire à l'économie verte

Opter pour les énergies renouvelables, c'est se donner les moyens d'atteindre le développement économique durable et non exclusif auquel le monde aspire de plus en plus. Il a beaucoup été question ces derniers temps des possibilités de transition vers une « économie verte » qui favoriserait la croissance économique et la création d'emplois tout en protégeant l'environnement et en assurant l'intégration sociale. En juin prochain, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) cherchera à promouvoir les énergies renouvelables et il est encourageant de constater que dès à présent de nombreux gouvernements dans le monde entier s'emploient à définir des stratégies tendant à instaurer une croissance moins intensive en carbone et plus équitable.

En développant ces énergies, le monde s'engage sur la voie d'une production énergétique propre et durable, qui réduit les émissions de gaz à effet de serre et s'avère bénéfique pour l'environnement. Dans les pays en développement, les énergies renouvelables aident les communautés rurales à sortir de la pauvreté, en offrant des possibilités de production de revenus et d'emploi. Elles jouent aussi un rôle fondamental sur le plan de la sécurité énergétique et du changement climatique. De nombreux économistes affirment qu'une telle évolution constituerait le tournant décisif nécessaire pour relever les économies occidentales sur le point de sombrer dans une récession à long terme. Les énergies renouvelables sont source de croissance économique diversifiée et de création d'emplois : ce secteur emploie déjà plus de 3,5 milliards de personnes.

Selon le rapport de l'Agence internationale de l'énergie intitulé « Perspectives énergétiques mondiales pour 2011 », 1,3 milliard d'habitants de pays en développement - 84 % d'entre eux en zone rurale - n'ont pas accès à l'électricité ni aux possibilités qu'elle offre. C'est un problème sérieux, qui touche plus particulièrement l'Afrique. La nature modulaire des énergies renouvelables et le fait que souvent elles ne nécessitent pas d'infrastructure centralisée les rendent particulièrement efficaces lorsqu'il s'agit d'atteindre en priorité les populations les plus pauvres. Pour les ruraux pauvres, l'accès à l'énergie représente bien plus



« Les énergies renouvelables donnent aux pays la possibilité de se doter d'un éventail de sources énergétiques plus durable tout en préservant l'environnement et en réduisant l'impact de la volatilité des prix des carburants, surtout sur les populations pauvres. »

que l'accès à un service : c'est la possibilité de libérer leur potentiel, d'améliorer leur situation économique et de leur faire profiter des avantages qu'offrent des services sanitaires, éducatifs et de communication plus efficaces, éléments essentiels du développement durable.

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) est fermement résolue à favoriser l'accès à l'énergie, en particulier dans les communautés rurales pauvres et isolées. En juillet 2011, elle a organisé des Consultations africaines de haut niveau sur les partenariats pour l'accélération de l'exploitation des énergies renouvelables. Plus récemment, elle a évalué l'état de préparation à l'exploitation des énergies renouvelables dans deux pays pilotes d'Afrique et projette d'étendre cette initiative à d'autres pays du continent et du monde. Ces états des lieux visent à déterminer de façon globale les conditions existant dans des pays particuliers en vue du déploiement d'énergies renouvelables et à recenser les éléments à inclure dans un cadre de politique générale destiné à faciliter le développement commercial de ces énergies.

La sécurité énergétique représente une source de préoccupation majeure, pour les pays développés

comme pour les pays en développement. L'augmentation du prix des carburants fossiles – sans compter que l'on s'attend à ce que l'équilibre entre l'offre et la demande demeure difficile à atteindre – inquiète manifestement les gouvernements du monde entier. Les pays les moins avancés fortement dépendants des carburants fossiles ont été particulièrement touchés, l'augmentation des prix et la hausse du coût des exportations mettant à mal leurs équilibres budgétaires. L'adoption d'énergies renouvelables permet de réduire les dépenses énergétiques. L'idée généralement admise selon laquelle il faut de nombreuses années pour rentabiliser une nouvelle source d'énergie ne s'applique pas aux énergies renouvelables : la relative simplicité de leurs technologies, établies ou novatrices, les met largement à la portée des pays en développement.

Les énergies renouvelables donnent aux pays la possibilité de se doter d'un éventail de sources énergétiques plus durable tout en préservant l'environnement et en réduisant l'impact de la volatilité des prix des carburants, surtout sur les populations pauvres. Historiquement, les lois relatives à l'énergie ont été conçues pour privilégier les carburants conventionnels. À titre d'exemple, leur subventionnement à l'échelle mondiale se situe entre 300 et 500 milliards de dollars par an, provoquant une distorsion des marchés d'une ampleur sans précédent. Le déploiement des énergies renouvelables a également été limité par un déficit de connaissances aux plans technique et administratif et un manque d'information sur leur capacité

à couvrir les besoins énergétiques mondiaux. À cet égard, l'IRENA joue un rôle fondamental au service de l'égalité des chances, en fournissant des connaissances et du savoir-faire et en facilitant la diffusion de l'information et des meilleures pratiques dans le but de réaliser l'énorme potentiel des énergies renouvelables et de nous faire progresser vers un monde plus respectueux de l'environnement. L'Agence peut également aider les pays à éliminer les multiples obstacles politiques, économiques, institutionnels et commerciaux qui entravent la généralisation de ces technologies.

L'IRENA est en train de mettre en place des plateformes d'information et d'indicateurs à cet effet. Elle coordonne par exemple – en partenariat avec le Groupe de travail ministériel multilatéral sur les énergies propres – la mise au point d'un Atlas mondial sur l'énergie solaire et éolienne, qui fournira des données exhaustives sur le potentiel de ces sources énergétiques pour la planification de la transition vers des systèmes renouvelables.

C'est une époque passionnante pour les énergies renouvelables. Au début de l'année 2011, celles-ci représentaient un quart de la capacité énergétique mondiale, selon le dernier rapport sur la situation mondiale des énergies renouvelables (« Renewable Global Statport »). En 2010, les investissements dans ce secteur à l'échelle mondiale se sont chiffrés à 211 milliards de dollars, soit une progression de 32 % par rapport à l'année précédente. Ils ont été accompagnés d'avancées substantielles sur le plan de l'innovation technologique et des coûts, en particulier dans le domaine du solaire. Il est vrai qu'une large part de ces ressources ont été investies dans des domaines spécifiques - essentiellement aux États-Unis, en Chine et en Europe, mais l'IRENA entend tirer parti de ces expériences et renforcer la coopération aux niveaux mondial, régional et national, par le partage des connaissances, l'adoption de politiques favorables, le renforcement des capacités ainsi que la stimulation des investissements et des progrès technologiques. En définitive, les énergies renouvelables nous offrent les meilleurs espoirs de voir se réaliser un avenir plus durable où chacun aurait sa place.

Maurice F. Strong a débuté à l'Organisation des Nations Unies comme administrateur auxiliaire, en 1947, alors qu'il avait tout juste 18 ans, et y est revenu en juin 1972 pour diriger la Conférence sur l'environnement humain à Stockholm (Suède). Il s'agissait de la première grande conférence internationale des Nations Unies sur les questions environnementales et elle a abouti à la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Six mois plus tard, M. Strong a été élu par l'Assemblée générale des Nations Unies pour devenir le premier Directeur exécutif du PNUE à son siège de Nairobi (Kenya) où, jusqu'en 1975, il a beaucoup contribué à la mondialisation du mouvement écologique.

Plus tard, le rôle qu'il a joué à la tête du programme de secours de l'ONU contre la famine en Afrique a marqué le début d'une série de missions consultatives auprès de l'Organisation, qui l'a notamment nommé Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, plus connue sous le nom de Sommet de la Terre, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 1992. M. Strong a ensuite joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des résultats des accords du Sommet de la Terre.

Après ses débuts comme entrepreneur dans les champs pétrolifères de l'Alberta, M. Strong a poursuivi sa carrière pendant plus de 50 ans dans certaines des entreprises les plus prestigieuses du Canada. Il a dirigé plusieurs entreprises dans le secteur de l'énergie et des ressources, dont la Power Corporation du Canada, Hydro Ontario et Petro-Canada (la compagnie pétrolière nationale). Il est actuellement président de Technology Development Inc, qui finance des travaux de recherche dans le domaine novateur de l'application de la nanotechnologie pour créer des sources énergétiques à la fois abordables et écologiques.

M. Strong a toujours été profondément intéressé et fasciné par la Chine, où il se rend depuis plus de 40 ans en diverses qualités. Aujourd'hui, il y séjourne en tant que professeur honoraire actif à l'Université de Pékin et président honoraire de sa Fondation pour l'environnement et comme président du Conseil consultatif de l'Institut de recherche sur la sécurité et la durabilité pour l'Asie du Nord-Est.



Mostafa K. Tolba a dirigé la délégation égyptienne à la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain de 1972, entamant ainsi une vie consacrée aux questions environnementales. Immédiatement après la Conférence de Stockholm, il a été nommé

Directeur exécutif adjoint du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui venait d'être créé. Moins de deux ans plus tard, il est devenu Directeur exécutif, poste qu'il a occupé jusqu'à sa retraite à la fin de 1992.

Sous sa direction, le PNUE est devenu la petite organisation centrale qui, au sein de la famille des Nations Unies, sert de catalyseur pour encourager les gouvernements, les entreprises, les universités et les organisations non gouvernementales à prendre des mesures pour protéger véritablement l'environnement.

Rares sont ceux qui, dans la communauté mondiale, contesteraient le rôle singulier de M. Tolba dans l'instauration du Protocole de Montréal. C'est certainement ce qui lui a valu le surnom de « père du Protocole de Montréal ». Ses connaissances en tant que scientifique, ses talents de négociateur et ses techniques de persuasion lui ont permis de rassembler autour de lui pour réussir ce que l'on croyait irréalisable et qui a contribué au succès le plus fameux du Programme des Nations Unies pour l'environnement, à savoir le Protocole de Montréal, l'accord historique de 1987 pour la protection de la couche d'ozone, reconnu comme constituant un précédent dans la mesure où il privilégie la prévention internationale plutôt que les mesures correctives pour l'environnement.

En 1994, il a créé en Egypte le Centre international pour l'environnement et le développement, organisme à but non lucratif finançant des projets environnementaux dans les pays moins développés grâce à un fonds de dotation géré par un conseil d'administration indépendant.



Elizabeth Dowdeswell a effectué une longue carrière dans l'administration, l'éducation et les affaires internationales. De 1993 à 1998, elle a été Directrice exécutive du PNUE, dont elle a conduit la transformation en une organisation moderne, qui met sur pied des programmes d'évaluations et de rapports sur l'état de l'environnement ainsi que des programmes relatifs au droit de l'environnement et qui s'attaque aux nouvelles questions liées au commerce et à la mondialisation.



Avant d'entrer à l'Organisation des Nations Unies, elle a été sous-ministre adjointe d'Environnement Canada de 1989 à 1992, en charge de l'agence météorologique et atmosphérique nationale. À ce titre, elle a joué un rôle de premier plan dans les efforts mondiaux pour la négociation du traité sur les changements climatiques adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992. Elle a également été représentante permanente du Canada auprès de l'Organisation météorologique mondiale, déléguée principale au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et présidente canadienne du Conseil sur la qualité de l'eau des Grands Lacs.

Plus récemment, Mme Dowdeswell a notamment occupé les postes de professeur invitée en santé mondiale, génomique et éthique au Centre commun pour la bioéthique de l'Université de Toronto, de commissaire de la Commission sur la mondialisation et de chercheuse associée au Centre européen d'affaires publiques.

Mme Dowdeswell est mentor de la Fondation Pierre Elliot Trudeau où elle guide les recherches des boursiers Trudeau sur les politiques publiques. Elle est l'auteur de nombreuses publications à la fois dans la presse populaire et dans les revues professionnelles.

Klaus Töpfer, considéré par beaucoup comme ayant été le fer de lance de la politique environnementale en Allemagne, son pays d'origine, est devenu Directeur exécutif du PNUE et Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi en février 1998. Pendant les huit années qu'il a passées à ce poste, il a présidé à une période de l'histoire du PNUE qui a vu la question de la durabilité environnementale émerger au cœur de l'actualité et des objectifs internationaux de développement.

Son mandat a été marqué par un certain nombre d'accords environnementaux importants, dont le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, qui a trait à la question des organismes génétiquement modifiés, et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. M. Töpfer a également participé étroitement aux négociations menées à l'appui du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques, entré en vigueur en février 2005.

M. Töpfer continue à affirmer sa conviction que la politique environnementale est une politique de paix pour l'avenir et qu'il est fondamental d'instaurer une culture de coopération et de respect mutuel entre le Nord et le Sud, entre les riches et les pauvres afin d'éviter les tensions toujours croissantes dans un monde où l'eau et les autres ressources vitales ne semblent plus inépuisables.

En 2009, M. Töpfer a été nommé Directeur fondateur de l'Institut d'études avancées sur la durabilité de Potsdam (Allemagne), qui effectue des recherches sur les problèmes climatiques et les économies durables. Il est actuellement membre du Conseil consultatif de la Fondation allemande pour la population mondiale et du Conseil consultatif de la Fondation Holcim pour la construction durable.





Ouvrir l'œil



JACQUELINE MCGLADE

Directrice exécutive de
l'Agence européenne pour
l'environnement

Les informations relatives à l'environnement explosent dans le monde. La plupart sont librement accessibles mais faute d'un partage facile, certaines sont perdues. Comment utiliser au mieux les avancées en matière de technologies de l'information et de la communication pour dresser un tableau actualisé de l'état de l'environnement?

La société, à l'image des politiques, s'engage de plus en plus à assurer un environnement sain. La prospérité économique et la santé humaine y sont intrinsèquement liées. Il est donc fondamental de bâtir un savoir pour le démontrer dans le contexte de la crise financière actuelle et dans un monde en rapide mutation. Le défi est de rassembler des informations tirées de sources très diverses de manière simple et pourtant fiable.

Depuis sa création, l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) s'attèle à tirer parti des avancées technologiques pour offrir des informations sur l'environnement fiables, de qualité et dans les délais à ceux qui en ont le plus besoin. C'est plus que jamais le cas avec Eye on Earth, un nouveau service mondial public d'information sur l'environnement, lancé en décembre. Il relève le défi d'offrir un service internet rassemblant une grande diversité d'informations en un seul lieu pour une utilisation et un partage dans le monde entier. Il offre également des applications en ligne pour permettre aux utilisateurs de manipuler des ensembles de données pour créer de nouveaux savoirs à la demande et donner les



« L'élément le plus révolutionnaire est peut-être un ensemble d'applications appelé *Watches* basé sur la participation de tous les citoyens à travers la surveillance de l'environnement et le partage des observations. *Noisewatch*, *Airwatch* et *Waterwatch* sont déjà téléchargeables sur les smartphones ou sur les ordinateurs et utilisables pour envoyer une observation, peu importe la localisation géographique. »

informations nécessaires à une meilleure compréhension de l'état de l'environnement et à une réponse face à ses changements.

Eye on Earth est également un outil de réseau. L'AEE a déjà chargé de grandes quantités de données, de cartes, d'évaluations et de pistes d'interprétation. Mais ce n'est que le début. Les données historiques et en temps réel de diverses autres organisations et institutions, dont le PNUE, la Commission européenne, l'Agence américaine de protection de l'environnement, la Fédération de Russie et l'Agence de l'environnement d'Abu Dhabi, sont disponibles. En décembre, plusieurs autres organisations se sont engagées à mettre leurs données en ligne. Plus important encore, le PNUE a convenu de l'utiliser pour alimenter sa plateforme interactive « Le PNUE en direct » pour organiser et accéder à l'information et au savoir sur l'environnement lors des évaluations historiques.

Plus riche est la diversité des fournisseurs de données, plus Eye on Earth sera utile. Allier des cartes à des informations issues de sources diverses grâce à un simple mouvement de « glisser-déplacer » permet de comprendre de nouveaux éléments. Rassembler ainsi les données sur le trafic maritime dans les mers d'Europe avec une carte des zones marines protégées de l'AEE a révélé qu'un grand volume de bateaux les parcourt. Cela apporte plus de connaissances et démontre le besoin d'enquêter davantage sur les dommages susceptibles d'être causés.

L'élément le plus révolutionnaire est peut-être un ensemble d'applications appelé *Watches* basé sur la participation de tous les citoyens à travers la surveillance de l'environnement et le partage des observations. *Noisewatch*, *Airwatch* et *Waterwatch* sont déjà téléchargeables sur les smartphones ou sur les ordinateurs et utilisables pour envoyer une observation, peu

importe la localisation géographique. Les citoyens peuvent donner leur propre estimation de la propreté de l'eau sur une plage locale, aident ainsi les autres à décider de s'y rendre ou pas, de la pureté de l'air ou du degré de bruit dans un quartier particulier aux heures de pointe. En téléchargeant le bruitomètre du site Eye on Earth ou de l'AEE sur leur smartphone et en envoyant leurs mesures, ils aident déjà les villes et les pays à déterminer la nuisance sonore de certains environnements et à mieux comprendre comment améliorer les conditions de vie locales. Plus tard dans l'année, *Naturewatch* leur permettra de décrire si une plante, un oiseau ou un animal est une espèce locale ou envahissante.

Le partage est fondamental. C'est un préalable pour étendre et renforcer la base mondiale des connaissances afin de protéger l'environnement sain dont nous dépendons tous. Eye on Earth nous le permettra.

Le PNUE à l'œuvre

© PNUE



Miser sur le potentiel de l'Afrique

LE PROBLÈME

En dépit de la forte croissance du marché du carbone (à l'échelle mondiale, 142 milliards de dollars en 2010), l'Afrique a peu bénéficié de ses retombées au plan des investissements. Avec à peine 2 % des projets enregistrés au titre du Mécanisme pour un développement propre, elle est distancée par des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil. Il s'agit d'une tendance préoccupante. En effet, le financement carbone peut être un important moyen de stimuler l'investissement dans les énergies propres, dont le besoin se fait cruellement sentir sur ce continent où une bonne partie de la population n'a pas accès à un approvisionnement fiable en énergie. Malheureusement, les capacités et les ressources financières disponibles pour de tels projets y sont limitées. Cette lacune a eu pour conséquence des coûts de transaction élevés et a douché l'enthousiasme des investisseurs, qui peuvent percevoir l'Afrique comme un continent à haut risque ou ne pas connaître les nombreuses possibilités offertes par ses économies en développement.

LA SOLUTION

En 2009, le PNUE a mis sur pied le Fonds de développement des actifs carbone en Afrique dans le but de libérer le potentiel du marché africain du carbone en aidant le secteur financier du continent à comprendre la manière d'incorporer le financement carbone dans ses activités normales de prêt et en fournissant une formation sur la façon d'améliorer les flux d'investissements vers les énergies propres.

L'IMPACT

Par l'entremise du Fonds de développement des actifs carbone en Afrique, le PNUE a fourni une formation poussée sur le financement carbone à plus de 250 employés d'institutions financières, dans le cadre du Forum des Banques africaines sur le financement et investissement carbone et d'ateliers régionaux tenus en Afrique subsaharienne. Plusieurs des financiers ainsi formés ont désormais leurs propres projets au titre du Mécanisme pour un développement propre et ont utilisé

« L'entrepreneuriat peut transformer les marchés, mais l'appui à l'entrepreneuriat écologique reste faible dans de nombreux pays, surtout en Afrique.

Il est essentiel de développer les compétences du secteur privé et d'intégrer les concepts de ce genre d'entrepreneuriat dans les pratiques normales de financement et d'investissement du monde des affaires pour réaliser l'énorme potentiel du continent en matière d'énergies renouvelables et d'atténuation des changements climatiques. » **Brigitte Burnett, Directrice, Responsabilité sociale d'entreprise, Nedbank**

les connaissances acquises pour faire avancer leurs projets et chercher des acheteurs de droits d'émission de carbone. À ce jour, le Fonds a accordé 229 427 dollars à 15 projets en Afrique pour les aider à progresser dans le cycle des projets du Mécanisme pour un développement propre et à boucler leur financement. Ces subventions contribuent à développer les capacités en aidant à fournir des exemples remarquables que d'autres concepteurs de projet peuvent utiliser comme points de référence. Un des projets appuyés par le Fonds a déjà été enregistré. Au total, les projets qui ont bénéficié d'un soutien permettront une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'environ 2 millions de tonnes par an. Le Fonds a également financé le détachement d'un économiste principal au siège de la Standard Bank, l'une des plus grandes banques du continent, à Johannesburg, pour renforcer les connaissances en matière de financement carbone des équipes de la banque s'occupant des activités suivantes : financement de projets, énergie et infrastructure, et services bancaires d'investissement. Cela a permis de dispenser une formation adaptée aux besoins de la banque et a contribué à accroître le volume des prêts accordés à des projets relevant du Mécanisme pour un développement propre.

SOUTIEN

Ministère fédéral allemand de l'environnement (BMU), par le biais de l'Initiative internationale sur le climat. Site Internet <http://www.ACADfacility.com/>



Oando PLC, l'un des plus importants fournisseurs de solutions énergétiques du Nigéria, s'est associé à l'entreprise d'investissement Alitheia Capital dans un projet novateur de commercialisation de gaz de pétrole liquéfié. Alitheia a pris part à certaines activités de formation organisées par le Fonds de développement des actifs carbone en Afrique et, par la suite, a présenté avec succès une demande de subvention au Fonds pour l'aider à obtenir l'enregistrement de son projet au titre du Mécanisme pour un développement propre et à trouver des acheteurs de droits d'émission de carbone. Le gaz de pétrole liquéfié est un combustible plus propre et plus efficace qui peut être utilisé par les ménages pour réduire le taux de déforestation et les inhalations de fumées à l'intérieur des habitations. En outre, son utilisation augmentera le revenu des détaillants locaux.



CAMILLA TOULMIN
Directrice de l'Institut international
pour l'environnement

La vie commence à 40 ans!



Créé en 1972, le PNUE a pour mission de protéger et d'améliorer de l'environnement pour les générations présentes et futures. Sa déclaration fondatrice proclame que « l'homme a acquis le pouvoir de transformer son environnement d'innombrables manières et à une échelle sans précédent ». Ainsi, après quarante ans écoulés dans cette ère de l'anthropocène, des changements majeurs en termes d'actions, de technologie et de vision du monde ont eu lieu. L'année de la conférence de Stockholm sur l'environnement humain, la planète comptait 3,8 milliards de personnes contre 7 milliards aujourd'hui. Un baril de pétrole valait 3,50 dollars contre 100 dollars actuellement. Cette année a également marqué la visite du président américain Nixon en Chine, symbolisant les profonds changements géopolitiques qui se sont opérés depuis.

© PNUE



La naissance du mouvement écologique moderne remonte également au début des années 70. Le Rapport sur les limites à la croissance du Club de Rome, qui a fait date, a suscité une série de débats, à l'origine de la création des Amis de la Terre et de Greenpeace. Je dirige l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) depuis 2004. Il a été créé en 1971 par l'économiste Barbara Ward, auteure d'Only One Earth (Nous n'avons qu'une Terre), rédigé pour la conférence de Stockholm. Tout comme bon nombre de mes homologues aujourd'hui, ma formation professionnelle et ma carrière se dessinent du début des années 70 à aujourd'hui. Nous partageons une même compréhension des problèmes et des facteurs qui en sont cause, et pourtant les progrès vers la construction d'une planète durable n'ont pas été suffisants. Il faudra bien plus dans les dix années à venir pour recueillir les preuves et lutter contre les intérêts entravant le progrès.

Le PNUE s'est engagé dans une voie difficile au cours des 40 dernières années, portant l'étendard des questions environnementales au sein du système des Nations Unies tout en demeurant flexible dans un contexte en mutation rapide. En 1972, nous étions nombreux à croire que le gouvernement était bien informé et prévoyant, capable de prendre des décisions pour le bien du plus grand nombre, contrairement aux entreprises œuvrant pour leurs propres intérêts à court terme. La science ne faisait pas l'objet de contestation et la formation d'un groupe d'intérêt des organisations non-gouvernementales (ONG) au sein du système des Nations Unies en était à ses balbutiements. Aujourd'hui, il est

clair que de nombreux gouvernements pensent en termes de jours et de semaines, quand une bonne pratique entrepreneuriale nécessiterait une projection dans dix ou vingt ans. Les preuves scientifiques gênantes sont cavalièrement écartées et les ONG se multiplient, variant en taille et en nombre.

La situation a beaucoup évolué en 40 ans. La valeur absolue de l'utilisation énergétique a doublé mais l'intensité énergétique par unité du PIB a chuté. Le PIB par tête mondial a plus que doublé et la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (soit avec moins de 1,50 dollar par jour) a été divisée par deux, passant de 50 % à 25 %. Pourtant, les inégalités ont augmenté, avec pour corollaire un basculement considérable des profits vers les investisseurs dotés de capitaux, au détriment des salariés.

En 1972, la Chine était encore majoritairement rurale et achevait sa révolution culturelle. Les premiers effets de la révolution technologique agricole verte se faisaient sentir en Inde et au Pakistan, avec le développement de variétés naines à haut rendement de blé et d'orge, permettant à ces pays de connaître régulièrement non plus des pénuries alimentaires et des famines, mais un excédent de récoltes. À cette époque, Norman Borlaug présentait ses travaux sur la phytogénétique, permettant 40 années de grâce, au terme desquelles il serait nécessaire de trouver de nouveaux moyens de réaliser des profits agricoles. Le pic des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 a souligné la

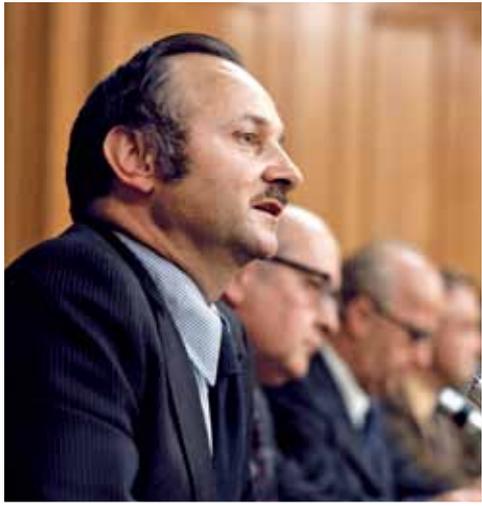


« La situation a beaucoup évolué en 40 ans. La valeur absolue de l'utilisation énergétique a doublé mais l'intensité énergétique par unité du PIB a chuté. Le PIB par tête mondial a plus que doublé et la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (soit avec moins de 1,50 dollar par jour) a été divisée par deux, passant de 50 % à 25 %. Pourtant, les inégalités ont augmenté, avec pour corollaire un basculement considérable des profits vers les investisseurs dotés de capitaux, au détriment des salariés. »





Lors de ma première mission de terrain il y a trente ans au Mali, ma petite hutte de terre était à six heures de la ligne téléphonique la plus proche, reliée par une connexion instable à la capitale Bamako et grâce à laquelle, les bons jours, la communication avec le monde extérieur était possible. Aujourd'hui, à Makono Dembele, installée à l'ombre, mon téléphone capte un signal sur 30 km à la ronde et je peux appeler mon bureau sur fond de bêlements de moutons. La batterie se recharge grâce à un panneau solaire.



restriction des stocks mondiaux de céréales de base et la vulnérabilité des populations pauvres face aux pénuries du marché mondial alors que des études récentes montrent les compromis difficiles nécessaires à la poursuite de l'intensification de la production, étant donné la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de maintenir les services écosystémiques.

En 1972, l'effet de serre était depuis longtemps identifié comme une menace potentielle mais sans la notion d'urgence actuelle.

La pollution de l'air (dont la question des pluies acides, bien meilleure aujourd'hui), l'appauvrissement de la couche d'ozone (aujourd'hui stable) ainsi que la qualité et la disponibilité en eau (des progrès à faire, particulièrement en Afrique) constituaient les principaux dangers environnementaux. Nous vivions dans un monde sans ordinateurs portables, ni téléphones mobiles, ni fax. Le resserrement rapide de l'information et des connexions financières ont depuis généré une croissance extraordinaire des transactions commerciales et financières et un large ensemble de réseaux de communications, dont l'influence a été indéniable lors du Printemps arabe.

Les politiques et les visions du monde ont profondément changé, passant de la guerre froide dans les années 70 à la domination du monde occidental durant les années 80 et 90 jusqu'au monde d'aujourd'hui bien plus net, complexe et multipolaire. Bien que Le Rapport sur les limites à la croissance ait été largement décrié à l'époque, on reconnaît de plus en plus que ses prévisions s'avèrent plutôt exactes. Le travail de Johan Rockstrom sur les frontières planétaires a ravivé le débat sur le positionnement de telles limites, sur notre incertitude face à la science et sur le besoin de créer un « lieu sûr » où inscrire nos actions, étant donné l'impact catastrophique potentiel du dépassement des seuils de réchauffement climatique et d'acidification des océans.

Nos modèles économiques et les hypothèses sous-jacentes soulèvent bien plus de questions. L'environnement est passé du statut de complément organique à celui d'élément mieux intégré dans les fondamentaux de l'économie grâce aux travaux de Nicholas Stern, Pavan Sukhdev, Amartya Sen et Joseph Stiglitz, démontrant la nécessité de donner un prix aux biens et services



environnementaux pour faire face aux défaillances du marché. En 1988, lors de la publication de *Blueprint for a Green Economy* (Projet pour une économie verte), écrit par les chercheurs à l'IIED David Pearce, Anil Markandya et Edward Barbier, la communauté économique traditionnelle n'a pas beaucoup suivi. Grâce, entre autres, au PNUE, les outils de l'économie verte et le rôle du gouvernement pour façonner une politique fiscale, une politique d'achat et les fonds d'investissement verts de relance économique sont au cœur des discussions. Certains gouvernements ont déjà commencé à tester d'autres mesures pour le bien-être intérieur brut : il faut désormais créer ces outils pour répondre aux besoins et aux priorités de différentes nations. L'économie verte au Mali, au Mozambique et au Malawi sera radicalement différente de celle au Kazakhstan, au Qatar et en Colombie.

À travers ces décennies tumultueuses, le PNUE a initié et a encouragé des actions très précieuses, en partenariat par exemple avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), le GIEC (avec l'Organisation météorologique mondiale), le Pacte Mondial des Nations Unies (avec le PNUD, le HCR, etc.) et l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (avec l'Institut mondial des ressources, la Banque mondiale et le PNUD). Sa démarche n'a pas toujours été la bonne : dans mon propre domaine, une approche simpliste et pompeuse de la désertification a prédominé pendant

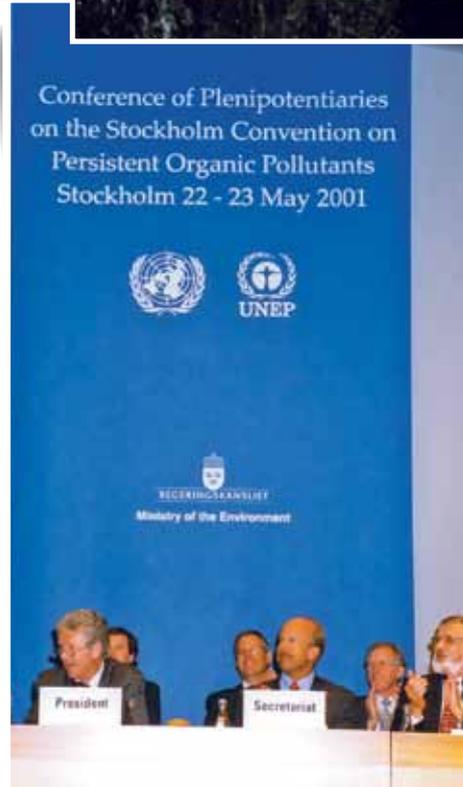
plusieurs années, exhibant des villages et des champs engloutis sous de gigantesques dunes de sable, occultant la complexité de la gestion des terres arides et les leçons positives apprises. Les relations avec les Conventions de Rio ont connu des hauts et des bas et le PNUE a du coexister avec des secrétariats indépendants, qui, pour beaucoup, devraient être sous son égide.

Si Rio, le premier Sommet de la Terre tenu en 1992, a marqué l'avènement précoce du PNUE, Rio+20 offre l'occasion d'évaluer plus sobrement la difficulté d'atteindre le durable. Après 40 ans, il nous apparaît plus clairement combien un ensemble de caractéristiques humaines et institutionnelles nous engage dans la direction opposée : alors que les peuples sont capables de grande coopération et d'altruisme à certains moments, ils font aussi preuve d'avidité et d'individualisme et d'un comportement irréflecti, en quête de statut. Esprits et instincts animaux semblent aussi puissants que la raison et les preuves.

Les systèmes de gouvernance nationaux et mondiaux sont destinés à contenir cet égoïsme pour le bien commun. Pourtant, la puissance des individus et des nations peut contrecarrer une telle entreprise collective. « Trop peu, trop tard », voilà comment

Kofi Annan caractérisait il y a dix ans nos réponses face au développement durable, soulignant le décalage inquiétant entre nos engagements et nos actions.

Dans le contexte de Rio+20, le PNUE a publié *Keeping Track of Our Changing Environment* (Suivre les traces de notre environnement en mutation), relevant les éléments positifs et négatifs depuis 1992. Les situations varient. Les investissements dans les énergies renouvelables ont connu une croissance rapide, mais les énergies solaires et éoliennes ne comptent que pour 0,3 % de



l'approvisionnement énergétique mondial. 1 personne sur 5 sur la planète n'a toujours pas accès à l'électricité. La production alimentaire a augmenté de 45 % mais près d'un milliard de personnes sont toujours sous-alimentées. 1,5 milliard de personnes sont en surpoids et un tiers de tous les aliments sont jetés ou gaspillés. À l'avenir, nous aurons une marge de manœuvre beaucoup plus réduite. Sur une planète où les ressources se raréfient, nous devons fixer des prix reflétant véritablement la valeur des ressources et les coûts des différents comportements. Seuls les gouvernements peuvent y parvenir en travaillant ensemble. Le PNUE doit jouer un rôle vital, travaillant en partenariat pour exposer clairement les conséquences des pratiques actuelles et pour exhorter les nations et leurs citoyens à reconnaître leur intérêt commun à protéger et améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures.



Le PNUE à l'œuvre

© PNUE



Cibler les technologies

LE PROBLÈME

Les pays en développement ont besoin de technologies avancées pour s'adapter aux conséquences des changements climatiques et, en même temps, stimuler leur croissance économique et leur développement social sans accroître leurs émissions de gaz à effet de serre. L'adoption rapide de telles technologies se heurte à des obstacles importants, dont leur coût élevé, les restrictions imposées sur leur importation ou exportation, des politiques et réglementations gouvernementales inadéquates, et une expérience ou une connaissance insuffisante de leur utilisation et entretien. Tous ces obstacles peuvent entraver les efforts de mobilisation des investissements qui pourraient faciliter la diffusion plus rapide des technologies respectueuses du climat. Les pays en développement Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sont donc encouragés à entreprendre une évaluation de leurs besoins spécifiques en matière de technologie, connue sous le nom d'Évaluation des besoins technologiques.

LA SOLUTION

Dans le cadre de son projet d'évaluation des besoins technologiques mondiaux lancé fin 2009, le PNUE a aidé 36 pays à identifier les technologies dont ils ont le plus besoin pour produire le plus d'impact dans la lutte contre les changements climatiques, et à analyser le marché ainsi que les barrières commerciales les empêchant d'accéder à ces technologies. Les pays sont également en train d'étudier les options politiques, institutionnelles et financières dont ils disposent pour surmonter ces obstacles, en vue de l'établissement de leur Plan d'action national en matière de technologie.

L'IMPACT

Grâce à l'appui du PNUE, des centres régionaux offrent désormais aux pays un soutien sur place, fourni sur demande, et établi un service d'assistance en ligne pour répondre aux questions, fournir des renseignements et faciliter l'examen des rapports nationaux. Le PNUE collabore également avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ainsi que

« Pour le Sénégal, le projet d'évaluation des besoins technologiques est une bonne manière d'avoir une idée de la situation actuelle en matière de technologies propres dans le pays. Le Sénégal espère produire un Plan d'action détaillé en matière de technologie qui sera un outil très utile pour la mise en œuvre de programmes et projets dans de nombreux secteurs. Le projet d'évaluation des besoins technologiques peut également faciliter la poursuite de l'élaboration des Mesures d'atténuation appropriées au niveau national et l'actualisation des Programmes d'action nationaux en matière d'adaptation. »

Mass Ndour, Coordonnateur, Évaluation des besoins technologiques, et Mbaye Diagne, Consultant de projet, Sénégal

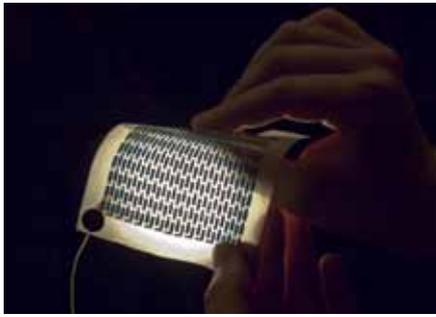
d'autres organisations à l'élaboration de la plateforme Internet ClimateTechWiki par le biais de laquelle les entreprises financières et énergétiques peuvent obtenir des renseignements concernant un large éventail de technologies d'atténuation et d'adaptation. Quelque 15 pays ont acquis l'expertise nécessaire pour préparer leur Évaluation des besoins technologiques et leur Plan d'action national en matière de technologie. Au total, sept pays ont déjà élaboré la liste des technologies prioritaires dont ils souhaiteraient l'adoption, et sont en train de mettre au point leurs Plans d'action en matière de technologie qui les aideront à mettre en œuvre les technologies identifiées. D'autres pays, 21 au total, prendront part à des ateliers de formation en 2011. Ces 21 pays tireront profit des expériences de ceux qui ont participé au cycle d'évaluation précédent par le biais de Tech-action, une plateforme Internet recueillant des renseignements sur les activités d'évaluation des besoins technologiques en cours. En aidant les pays à définir leurs besoins technologiques, ce projet accroît le rythme et la pertinence du transfert de technologies vers ces pays.

SOUTIEN

Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial et TMA Norvège.
Sites Internet <http://www.tech-action.org/>;
<http://www.climatetechwiki.org/>



Au Sénégal, un coordonnateur national de projet et deux chefs d'équipe ont reçu une formation à l'évaluation des besoins technologiques nationaux et à l'établissement du Plan d'action national en matière de technologie. Un cadre institutionnel offrant des possibilités considérablement améliorées de participation des parties prenantes à la planification technologique a été établi. Le Sénégal est parvenu à un consensus concernant ses priorités technologiques et examine maintenant les obstacles auxquels il fait face dans l'acquisition de ces technologies.



Des cellules photovoltaïques souples

Imaginez les murs de votre chambre ornés de papier peint constitué des mêmes cellules solaires que celles qui alimentent votre maison. C'est désormais une perspective tentante possible grâce au développement de cellules solaires légères, imprimables sur du papier et toujours conducteurs électriques. Les chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) ont utilisé du papier à impression non traité pour les imprimer selon une technique pouvant réduire le coût de production des cellules solaires.

Des réverbères solaires alimentent le réseau électrique

Le modeste réverbère rejoint les rangs des turbines éoliennes et des centrales à énergie solaire en offrant de l'énergie renouvelable au réseau électrique. Un réverbère recouvert de cellules photovoltaïques, créant plus d'énergie avec la lumière solaire qu'il n'en utilise pour éclairer la rue, est testé au Royaume-Uni et alimente déjà le réseau électrique national. Le SunMast, développé par la société Scotia basée à Aarhus (Danemark), génère de l'électricité grâce à la lumière solaire durant la journée et alimente ainsi le réseau. La nuit, il utilise l'électricité du réseau pour éclairer la rue.

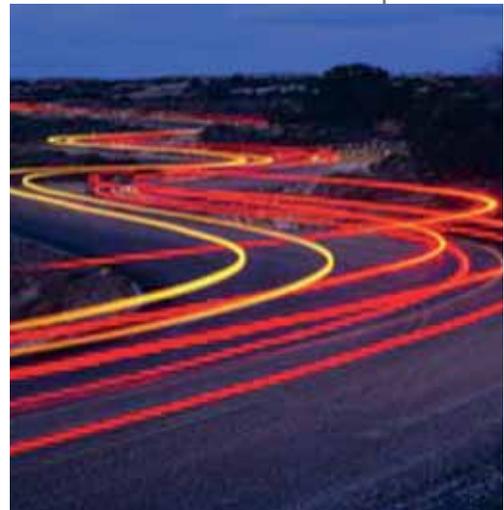


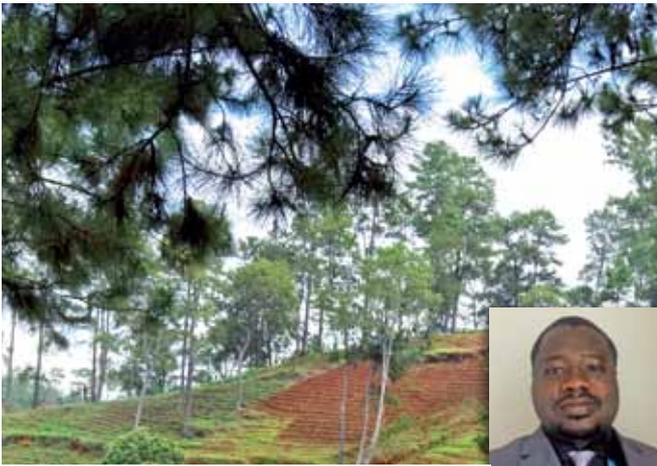
Des forêts dans le désert

Cela semble être une chimère d'écologiste mais des serres géantes pourraient bientôt jaillir de certains déserts et offrir de l'eau potable fraîche, de la nourriture et des combustibles. Le projet « Sahara Forest », visant à créer des oasis vertes dans les zones arides, a signé un accord pour mettre en place une installation pilote à Aqaba, près de la mer Rouge en Jordanie. Grâce au financement du Gouvernement norvégien, l'équipe pense démarrer le projet pilote sur un site de 200 000 m² en 2012.

Des accumulateurs à air pour les voitures électriques

Les soucis d'autonomie ou la crainte que la batterie ne soit pas assez chargée pour nous permettre d'arriver à destination constituent l'un des plus grands inconvénients du véhicule électrique (VE). Les véhicules électriques standards utilisent des accumulateurs lithium-ion (Li-ion), qui sont encombrants et permettent rarement de dépasser une autonomie de 160 km (100 miles) avant de s'épuiser. Aujourd'hui, IBM affirme avoir résolu ce problème fondamental avec la création d'un accumulateur doté d'une autonomie de 800 km (500 miles) permettant aux voitures électriques de concurrencer les véhicules gourmands en essence. Connue sous le nom de cellule lithium-air, ses densités d'énergie théoriques semblent plus de 1 000 fois supérieures à celles du Li-ion. Plusieurs prototypes de recherche ont déjà été présentés et dans le cadre du projet « Battery 500 », une alliance de quatre laboratoires nationaux et des partenaires commerciaux dirigée par IBM aux États-Unis, prévoit la livraison d'un prototype complet d'ici 2013 et la commercialisation de ces batteries à l'horizon 2020.





SUNDAY A. LEONARD

Assistant spécial auprès du Responsable scientifique



JOSEPH ALCAMO

Responsable scientifique au PNUE

Établir des priorités

Que ce soit au niveau local ou au niveau international, les décideurs sont confrontés à plus de questions qu'il ne leur est matériellement possible de traiter et, de ce fait, doivent constamment se fixer des priorités. Sur quels problèmes écologiques mondiaux devrait-on se pencher en premier? Laquelle parmi le flot constant des nouvelles découvertes scientifiques sur l'évolution de l'atmosphère, de l'environnement terrestre et de l'hydrosphère est la plus importante et quel rapport cette évolution a-t-elle avec la société? La réponse du PNUE à cette situation est le « Processus de prévision », une démarche systématique visant à identifier et classer les problèmes écologiques émergents.

Aux fins de cette démarche, le qualificatif « émergent » s'utilise pour les questions que la communauté scientifique juge très importantes mais auxquelles les décideurs n'accordent pas suffisamment

« Les exemples précédents ne sont que cinq des 21 questions incontournables identifiées par le processus de prévision du PNUE. La liste n'est pas exhaustive mais elle offre de nombreux éléments de réflexion sur les priorités en matière d'élaboration de politiques pour les prochaines années. »

d'attention. Une question est considérée comme « émergente » si elle découle de nouvelles connaissances scientifiques, d'une accélération du rythme des impacts, d'une plus grande prise de conscience ou de la disponibilité de nouvelles formes de réponse.

Dans le cadre du processus susmentionné, un groupe constitué de 22 éminents spécialistes du monde entier a examiné diverses questions sous tous les angles et discuté de leur importance et de leur actualité, ce qui a donné lieu à des débats animés et produit une liste préliminaire, qui a été soumise à 428 autres spécialistes du monde entier, pour observations.

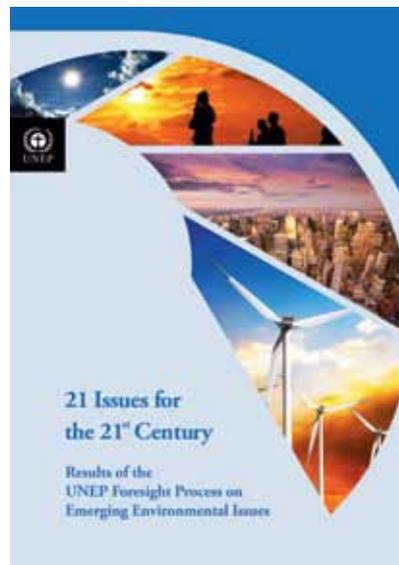
Il en est ressorti une liste de 21 questions prioritaires (voir encadré 1) portant majoritairement sur des thèmes du développement durable tels que la sécurité alimentaire, l'eau, la biodiversité ou la gestion des déchets et, dans certains cas, sur plusieurs ou l'ensemble de ces domaines. Reflétant la profonde conviction du groupe d'experts qu'il est important de voir au-delà des thèmes et disciplines individuels, ces questions intersectorielles comprennent les suivantes :

Aligner la gouvernance sur les défis de la durabilité au niveau mondial. Le système actuel de gouvernance internationale de l'environnement, avec ses multiples accords multilatéraux imbriqués, est un produit du XX^e siècle et ne pourra probablement pas répondre aux défis du XXI^e siècle dans le domaine de la durabilité. Selon certains commentateurs, la représentativité et le degré de responsabilité nécessaires pour la transition vers la durabilité lui font défaut et un niveau bien plus élevé de participation et de transparence s'impose. Pour d'autres, son efficacité doit être améliorée de toute urgence en rationalisant la prise de décisions à l'échelon intergouvernemental. Bien qu'on ne sache pas au juste quel système utiliser pour obtenir de meilleurs résultats, il est impératif de se pencher sur de nouveaux modèles de gouvernance, allant des partenariats public-privé aux alliances entre groupements de la société civile.

Transformer les capacités humaines pour le XXI^e siècle : répondre aux défis écologiques mondiaux et s'orienter vers une économie verte. La société a déjà réussi à résoudre de nombreux problèmes environnementaux de portée mondiale, grâce à sa persévérance et à son ingéniosité. Avec l'émergence de nouveaux défis, la question est de savoir si elle dispose des capacités nécessaires pour trouver et mettre en œuvre des solutions et stimuler l'essor de l'économie verte. Il lui faut notamment faire un effort particulier pour combler les lacunes en matière de compétences dans le secteur environnemental et moderniser le système d'enseignement pour mieux couvrir les travaux sur le problème de la durabilité. Elle doit apprendre aux cadres à mieux répondre aux changements écologiques mondiaux et réorganiser la recherche afin de pouvoir faire face de manière plus efficace et intégrée au défi de la viabilité à long terme.

Rétablir la connexion entre la science et la politique. La société a besoin de stratégies et de politiques s'appuyant sur des travaux scientifiques et des connaissances solides si l'on veut

faire face aux changements de l'environnement mondial. Beaucoup pensent que les liens entre les pouvoirs publics et la communauté scientifique sont insuffisants ou en train de se détériorer et que ces « ponts coupés » sont un obstacle à l'élaboration de solutions. Il faut donc améliorer la communication, de même que l'accessibilité de l'information scientifique, tout en s'attaquant aux autres causes sous-jacentes de cette rupture afin de créer un climat favorable permettant aux scientifiques de mieux répondre aux besoins de la société. Ainsi, les décideurs seront mieux informés et le public bénéficiera de politiques reposant sur des faits scientifiquement démontrés.



Points de basculement sociaux? Catalyser un changement rapide et substantiel du comportement humain face à l'environnement. De nouveaux travaux de recherche en sciences sociales montrent qu'il est possible de redresser nos comportements néfastes en relativement peu de temps à l'aide des politiques publiques. Le changement, en l'espace d'une génération, de l'attitude à l'égard de la cigarette en est un exemple. Autrefois à la mode, cette dernière est désormais perçue dans de nombreux pays comme une grave menace pour la santé. Une telle transformation est-elle également possible pour les habitudes de consommation qui entraînent des modifications catastrophiques de l'environnement? Quelles incitations

publiques – mesures économiques, information, interdictions – seraient le meilleur moyen d'y parvenir? Comment les organismes internationaux de protection de l'environnement peuvent-ils aider les gouvernements et les autres acteurs à déclencher le passage à des modes de consommation durables?

Faire face à la migration causée par les nouveaux aspects du changement environnemental.

Les migrations massives ne sont pas une nouveauté dans l'histoire de l'humanité, mais selon certains chercheurs, elles sont aujourd'hui de plus en plus influencées par les nouveaux facteurs que sont les changements climatiques et les autres modifications de l'environnement mondial. Certaines politiques visant à limiter ces modifications, telles que le développement de la production de biocarburants, peuvent contribuer à stimuler les mouvements de population. Selon les estimations, le nombre des futurs « migrants environnementaux » peut atteindre plusieurs centaines de millions mais ces chiffres sont très incertains et varient selon la définition utilisée. Quoi qu'il en soit, les changements environnementaux (entre autres) risquent fort de prendre une importance croissante en tant que facteur de migration, une éventualité à laquelle la société devrait se préparer.

Les exemples précédents ne sont que cinq des 21 questions incontournables identifiées par le processus de prévision du PNUE. La liste n'est pas exhaustive mais elle offre de nombreux éléments de réflexion sur les priorités en matière d'élaboration de politiques pour les prochaines années.

Vous pouvez télécharger l'intégralité du rapport du Processus de prévision à l'adresse : <http://www.unep.org/publications/ebooks/ForesightReport/>

Remerciements : Les auteurs remercient le groupe d'experts et les autres participants à l'exercice de prévision 2011 du PNUE pour l'élaboration des questions décrites dans cet article.

Classement*	Titre
1	Aligner la gouvernance sur les défis de la durabilité au niveau mondial
2	Transformer les capacités humaines pour le XXI ^e siècle : répondre aux défis écologiques mondiaux et s'orienter vers une économie verte
3	Nouveaux défis se rapportant à la manière d'assurer la sécurité alimentaire pour 9 milliards de personnes
4	Rétablir la connexion entre la science et la politique
5	Points de basculement sociaux? Catalyser un changement rapide et substantiel du comportement humain face à l'environnement
6	Nouvelles données sur les interactions eau-terre : déplacement du paradigme de gestion
7 **	Accélérer la mise en place de systèmes respectueux de l'environnement utilisant les énergies renouvelables
7 **	Nouveaux défis de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets : gérer les conséquences involontaires
7 **	Au-delà de la conservation : intégrer systématiquement la biodiversité dans les programmes écologiques et économiques
10	Des risques superflus? La nécessité de nouvelles approches pour réduire au minimum les risques présentés par les nouvelles technologies et les produits chimiques
11	Accroître la durabilité et la résilience des villes
12	La nouvelle ruée vers les terres : répondre aux nouvelles pressions nationales et internationales
13	L'effondrement potentiel des systèmes océaniques rend nécessaire une gouvernance intégrée des océans
14	Changer notre vision des déchets : résoudre la pénurie imminente de minéraux stratégiques et éviter les déchets électroniques
15	Contourner la dégradation des eaux intérieures dans les pays en développement
16	Agir face à l'évolution du climat annoncée par la fréquence accrue des phénomènes extrêmes
17	Les conséquences environnementales du déclassement des réacteurs nucléaires
18	Nouveaux concepts pour s'adapter aux changements lents et aux seuils imminents
19	Les écosystèmes côtiers : répondre aux pressions croissantes par une gouvernance évolutive
20	Faire face à la migration causée par les nouveaux aspects du changement environnemental
21	Gérer les effets de la fonte des glaciers

* Classement basé sur les notes attribuées par le groupe de prévision du PNUE après de longues délibérations et après examen des résultats des sondages auprès de plus de 400 scientifiques du monde entier.

** Ces questions ont reçu la même note et sont donc classées ex aequo.



FELIX DODDS

Directeur exécutif du Forum des parties prenantes et Président de la soixante-quatrième Conférence annuelle des organisations non gouvernementales associées au Département de l'information de l'ONU

Une seule Terre

Notre génération a été irresponsable. C'est sûrement le constat que feront les générations futures, qui considéreront les années 1992 à 2012 comme deux décennies perdues, durant lesquelles nous aurions pu jeter les bases d'un monde plus durable. Au lieu de cela, nous avons amplifié des modes de consommation non viables dans les pays développés et nous les avons exportés vers les pays en développement, avec des répercussions de plus en plus négatives et destructrices sur l'environnement mondial et sur les pauvres. Nous connaissions les problèmes, nous connaissions la plupart des solutions – mais nous n'avons pas été en mesure d'en tirer pleinement parti pour accomplir ce qui devait être accompli.

La Conférence Rio+20 doit marquer le point de départ d'un autre cheminement économique. Si l'expression 'économie verte' suscite aujourd'hui des controverses dans certains milieux, elle a le mérite d'amener enfin à se poser les vraies questions. À mon avis,

il ne doit s'agir que d'une transition, avant l'avènement d'une économie qui place en son centre la durabilité, l'être humain, l'équité et la justice.

La crise écologique et la crise financière ont à l'évidence des points communs. Les banques et les établissements financiers ont privatisé les gains et socialisé les pertes. Il en va de même avec le capital naturel de la planète. Nos styles de vie actuels le soustraient irrémédiablement aux autres parties du monde et aux générations futures. Que peuvent donc faire les participants à la Conférence de Rio?

L'établissement d'objectifs de développement durable a été proposé par les Gouvernements de la Colombie et du Guatemala. L'association de ces objectifs avec les objectifs du Millénaire pour le développement en un seul cadre pour l'après 2015 serait un résultat capital de la Conférence. Une réunion accueillie par le Gouvernement monégasque

a aussi estimé qu'il faudrait axer les objectifs de développement durable sur les océans, en couvrant « tous les secteurs qui dépendent des ressources et de l'espace océaniques, mais dont l'intégration et le développement durable doivent être assurés d'urgence pour qu'ils puissent continuer de fournir leurs services économiques, sociaux et environnementaux; et d'améliorer les niveaux de vie des communautés défavorisées. » Les autres domaines sur lesquels pourraient porter les objectifs sont, notamment, l'énergie, la biodiversité, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'eau, l'urbanisation, la consommation et la production durables. Les objectifs devraient avoir une application universelle et s'inspirer d'Action 21 et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

Le manque de financements pour la mise en œuvre de ces deux programmes convenus nous confronte déjà à d'énormes défis. Pour que Rio +20 soit un succès, il faut que des ressources soient engagées à cette

occasion pour financer le passage à une économie fondée sur le développement durable. L'idée d'une taxe sur les transactions financières fait son chemin en Europe et l'Eurozone pourrait décider de l'introduire. Cette taxe pourrait aider les États à se refinancer, tout en faisant payer ceux qui sont à l'origine des problèmes actuels, et elle devrait à l'évidence être utilisée pour soutenir la transition nécessaire.

En septembre dernier, Maurice Strong a suggéré la création d'un 'Earth Bond'. « Nous devrions dès à présent » a-t-il souligné « mettre à contribution les sources privées, en leur donnant l'occasion d'investir dans l'économie verte par l'achat d'obligations pour la planète, dont le produit serait investi dans des projets de développement durable réalisés dans les pays en développement. »

Simon Zadek propose de modifier les Principes de Santiago applicables aux fonds d'investissement souverains de façon à y inclure des critères de développement durable. Ces fonds – qui représentent 4 700 milliards de dollars – pourraient avoir un impact massif s'ils étaient ciblés sur le développement durable.

Encourager les organismes de notation à prendre en compte des critères de développement durable dans leurs systèmes d'évaluation pourrait aussi beaucoup contribuer à modifier les activités des entreprises et des États.

Par ailleurs, lors de la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la compagnie d'assurance britannique, Aviva, ainsi que 50 autres sociétés ont proposé que la Conférence de Rio se prononce en faveur de l'élaboration d'une Convention sur le développement durable des entreprises, en vertu de laquelle celles-ci auraient pour obligation soit de rendre compte des incidences sur la durabilité, soit d'expliquer pourquoi elles préfèrent s'abstenir. Une telle convention – qui est déjà soutenue par des gouvernements et des parties prenantes – devrait aller encore plus loin et traiter de la responsabilité, des principes de transparence et de la redevabilité.

Le sommet aura aussi pour tâche essentielle de réfléchir au cadre

institutionnel pour le développement durable. Au cours des 40 dernières années, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a déjà contribué de façon remarquable à la mise en place d'un cadre législatif en matière d'environnement, tout en remplissant sa mission de défenseur de la cause environnementale au niveau mondial. Il a réussi à mener à bien cette tâche, alors même que son budget était inadéquat et que la volonté politique des gouvernements faisait défaut, grâce au dévouement sans faille de son personnel. Le PNUE doit maintenant être renforcé pour pouvoir faire face aux enjeux du monde d'aujourd'hui, notamment en le transformant en Organisation mondiale de l'environnement, à même de regrouper sous une même structure cohérente toutes les conventions relatives à

En septembre dernier, Maurice Strong a suggéré la création d'un 'Earth Bond'. « Nous devrions dès à présent » a-t-il souligné « mettre à contribution les sources privées, en leur donnant l'occasion d'investir dans l'économie verte par l'achat d'obligations pour la planète, dont le produit serait investi dans des projets de développement durable réalisés dans les pays en développement.

l'environnement.

Il apparaît clairement, au bout de 20 ans, que la Commission du développement durable de l'ONU ne fonctionne pas. Elle n'a pas été en mesure de donner suite efficacement à son programme de travail depuis le Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg en 2002. Une proposition audacieuse et importante consiste à établir un Conseil de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le développement durable pour s'occuper des questions nouvelles et émergentes.

Le risque d'une fragmentation de la base scientifique pourrait

être surmonté en confiant à un Groupe intergouvernemental sur le développement durable la tâche de superviser les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et de tous les nouveaux groupes scientifiques qui pourraient être mis en place à l'avenir. Ce Groupe pourrait aussi être chargé de l'intégration des paramètres de modélisation et d'élaboration de scénarios, afin d'assurer la cohérence des informations qui seront communiquées aux décideurs et dont il sera rendu compte au nouveau Conseil du développement durable.

C'est au niveau local que le développement durable est le mieux assuré. Il faudrait donc renforcer et rétablir les conseils sur le développement durable, ou en créer, à tous les niveaux de l'administration, afin de susciter des partenariats propres à favoriser la mise en œuvre, le suivi et la formulation de nouvelles idées.

L'un des succès de 1992 a été l'élaboration d'une convention régionale en Europe sur le principe 10 de la Déclaration de Rio – accès à l'information, participation du public et justice environnementale. La Conférence Rio+20 pourrait servir de tremplin à de nouveaux engagements plus précis des gouvernements en faveur de ce principe, grâce, par exemple, à l'établissement de conventions régionales pour assurer un droit d'accès à l'information opposable.

Une révolution fondamentale est nécessaire, pas dans 40 ans, pas dans un seul pays, mais dans les dix prochaines années et partout dans le monde. Comme l'a dit le Sénateur Robert Kennedy en 1968 : « Une révolution est en marche – une révolution qui sera pacifique si nous sommes suffisamment sages; solidaire si nous faisons suffisamment attention aux autres; victorieuse si nous avons de la chance. Mais une révolution est en marche, que nous le voulions ou non. Nous pouvons modifier sa nature, mais nous ne pouvons l'arrêter. » Œuvrons ensemble pour un monde fondé sur des sociétés durables, des citoyens réactifs et des gouvernements responsables.

WWW Rio+20 et développement durable : liens utiles

Sur cette page, vous trouverez une liste de liens destinée à vous aider dans vos recherches sur les questions de développement durable. La revue Notre Planète ne souscrit pas nécessairement aux points de vue exprimés et ne peut fournir aucune garantie quant à l'exactitude des informations publiées sur les sites auxquels ces liens renvoient. Notre intention est plutôt de vous présenter un large éventail d'opinions et de perspectives.

Sommets de la Terre

Rio+20

www.uncsd2012.org/rio20/

La Conférence aura lieu au Brésil, du 20 au 22 juin 2012, pour célébrer le vingtième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) tenue en 1992 à Rio de Janeiro et le dixième anniversaire du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) tenu en 2002 à Johannesburg.

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012

www.facebook.com/UNRioplus20

Pour interagir avec la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012.

Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies

www.un.org/en/development/desa/index.html

Le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA) et ses prédécesseurs aident les pays du monde à relever leurs défis économiques, sociaux et environnementaux depuis plus de 50 ans.

Ressources durables et développement

Le PNUE et l'Initiative pour une économie verte

www.unep.org/greeneconomy/

L'Initiative pour une économie verte du PNUE offre une gamme de services consultatifs à plus de 20 gouvernements du monde entier. L'accent est mis sur une recherche économique et une analyse politique solides, qui sous-tendent tous les aspects de l'Initiative.

Institut international du développement durable (IISD)

www.iisd.org/

L'IISD soutient le développement durable dans le monde au moyen de l'innovation, de partenariats, de la recherche et de la communication.

Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (F-OMD) - Environnement et changement climatique

www.mdgfund.org/content/environmentandclimatechange

Montre les efforts faits pour atteindre l'OMD 7 relatif à un environnement durable, en particulier la cible consistant à intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la déperdition des ressources environnementales.

REN21

www.ren21.net

Le but de REN21, qui réunit des intervenants de haut niveau de divers pays, est de permettre une transition mondiale rapide vers les énergies renouvelables. REN21 préconise l'utilisation des énergies renouvelables pour répondre aux besoins des pays aussi bien industrialisés qu'en développement, face aux impératifs des changements climatiques, de la sécurité énergétique, du développement et de la réduction de la pauvreté.

IRENA

www.irena.org

Reconnaissant l'énorme potentiel des énergies renouvelables, les États membres de l'IRENA se sont rassemblés pour créer une organisation internationale facilitant le développement et le déploiement rapides des énergies renouvelables dans le monde entier.

Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD)

www.wbcsd.org/about.aspx

Le WBCSD est une organisation rassemblant des dirigeants d'entreprises progressistes qui mobilise les milieux d'affaires mondiaux en vue d'assurer un avenir durable aux activités économiques, à la société et à l'environnement.

Institut international pour l'environnement et le développement

www.iied.org/

L'IIED a été créé en 1971 par la célèbre économiste et conseillère politique Barbara Ward et a été une des toutes premières organisations à faire le lien entre environnement et développement.

ICLEI - Gouvernements locaux pour le développement durable

www.iclei.org/index.php?id=about

L'ICLEI est une association de plus de 1 220 gouvernements locaux acquis à la cause du développement durable.

Initiative de financement de l'énergie durable (SEFI)

www.sefi.unep.org/

Cette initiative donne aux financiers les outils, l'appui et le réseau mondial dont ils ont besoin pour concevoir et gérer les investissements sur le marché complexe et en évolution rapide des technologies énergétiques propres.

Centre de recherche du PNUE sur l'énergie, le climat et le développement durable à Risoe (UNEP Risoe Centre - URC)

www.uneprisoe.org/

L'URC appuie les efforts faits par le PNUE pour obtenir la prise en compte des considérations relatives à l'environnement et au développement dans la planification et les politiques énergétiques dans le monde.

Groupe d'experts international sur la gestion durable des ressources du PNUE

www.unep.org/resourcepanel/

Ce groupe d'experts a été créé en 2007 pour mettre au point des approches holistiques de la gestion des ressources mondiales.

Site du PNUE sur l'énergie

www.unep.org/themes/energy/

Informations sur les principales activités menées par le PNUE pour faire face aux conséquences environnementales de la production et de l'utilisation d'énergie aux niveaux mondial et régional.

Quarantième anniversaire du Programme des Nations Unies sur l'environnement

www.unep.org/40thAnniversary/

Pour célébrer son quarantième anniversaire, le PNUE offre sur son site Internet une rétrospective - avec photos - des événements, négociations et expériences qui ont marqué son existence.

numbers

1972

13 %

de l'énergie mondiale provient de sources renouvelables – **Suivre les traces de notre environnement en mutation : de Rio à Rio+20, PNUE**

Le PNUE a été créé à la suite de la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain, et joue le rôle de chef de file pour les questions d'environnement au niveau mondial et encourage les partenariats dans la protection de l'environnement.

2 à 5 %

de la population rurale en Afrique subsaharienne est connectée au réseau électrique, contre 98 % en Thaïlande -- **Initiative de financement du PNUE 2012**

66 %

de l'ensemble de l'électricité produite après 1998 en Afrique subsaharienne a été fournie par des sources renouvelables – **Initiative de financement du PNUE 2012**

40 %

de la population mondiale vit désormais à moins de 100 kilomètres du littoral – **PNUE, Une économie verte dans un monde bleu**

2 à 5 %

de la population rurale en Afrique subsaharienne est connectée au réseau électrique, contre 98 % en Thaïlande -- **Initiative de financement du PNUE 2012**

30 %

des réserves halieutiques sont surexploitées, épuisées ou en voie de reconstitution – **PNUE, Une économie verte dans un monde bleu**

4 millions

On estime à 4 millions le nombre annuel de décès d'enfants causés dans le monde par les risques environnementaux. **Rapport annuel du PNUE**

12 milliards

d'arbres ont été plantés dans le cadre de la campagne mondiale du PNUE « **Un milliard d'arbres** » avant son transfert officiel à la fondation « **Plantons pour la planète** ».

13 1 milliards

D'ici 2050, on estime que la production de déchets dans le monde devrait atteindre de tonnes, soit 20 % de plus que les niveaux actuels. **Rapport Annuel du PNUE**

85 %

de la population rurale en Afrique subsaharienne dépend de la biomasse pour son énergie – **Initiative de financement du PNUE 2012**

30 000 %

d'augmentation de la production d'énergie solaire depuis 1992 – **Suivre les traces de notre environnement en mutation : de Rio à Rio+20, PNUE**



Agir à l'échelon local



KONRAD OTTO-ZIMMERMANN
Secrétaire général, Pouvoirs locaux
pour un monde durable (ICLEI)

Au cours des vingt années écoulées depuis l'adoption d'Action 21, le programme historique issu du Sommet de la Terre de Rio ('penser mondial, agir local'), la population mondiale est passée de 5,5 milliards à 7 milliards d'habitants. Les défis pressentis à Stockholm en 1972 et entrevus à Rio en 1992 deviennent rapidement réalité. Pour relever ces défis du XXI^e siècle, un Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) renforcé pourrait être un chef de file chargé de faciliter la pleine participation de toutes les grandes parties prenantes dans le domaine du développement durable et mettre ainsi à profit leur potentiel pour faire changer les choses.

Bien que les gouvernements demeurent les principaux acteurs en matière environnementale aux niveaux local, régional et national – le PNUE jouant un rôle important à l'échelon mondial – le secteur public ne peut à lui seul susciter tous les changements nécessaires. La société civile et le secteur privé peuvent apporter une contribution décisive, notamment à la mise en œuvre des décisions et des mesures sur le terrain.

La Conférence Rio+20, qui se tiendra en juin 2012, offre une rare occasion d'examiner les questions de développement durable dans un cadre mondial unique. Pour s'attaquer aux défis graves, complexes et intimement liés auxquels le monde est confronté, il est indispensable que tous les acteurs travaillent ensemble. C'est alors seulement que le monde pourra opérer les changements dont notre planète a besoin d'urgence. Cela suppose une participation des organisations de collectivités locales au processus de renforcement du PNUE, parmi d'autres enceintes compétentes.

Les organisations de collectivités locales jouissent de pouvoirs importants en matière d'environnement et peuvent, dès lors, contribuer à la mise en œuvre des accords mondiaux, à l'élaboration des politiques et, à terme, à la sauvegarde des biens indivis mondiaux. Les autorités locales peuvent agir uniquement au niveau local, mais en s'unissant et en travaillant ensemble dans le cadre des organisations de collectivités locales d'envergure mondiale, elles exercent une influence cumulative dont l'ONU et ses États membres devraient tirer parti en impliquant véritablement les organisations de collectivités locales au sein d'un PNUE renforcé.

Lors de l'adoption d'Action 21 en 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a inclus au programme une section intitulée « Renforcement du rôle des principaux groupes ». Les neuf groupes reconnus dans Action 21 sont les suivants : commerce et industrie, enfants et jeunes, agriculteurs, populations autochtones, collectivités locales, organisations non gouvernementales, communauté scientifique et technique, femmes, et travailleurs et syndicats.

Bien que la participation des grands groupes ait enrichi les débats menés dans diverses enceintes des Nations Unies et fait entendre la voix des parties concernées, la structure actuelle souffre de limitations évidentes : ces neuf groupes ont une composition, des capacités, des rôles et des missions très différents, mais sont néanmoins traités de la même façon dans le cadre de la gouvernance de l'ONU.

Parmi ces neuf groupes, les collectivités locales ont ceci de particulier qu'elles sont responsables de la gestion d'un territoire et d'une population déterminés et jouissent de prérogatives reconnues par la constitution nationale et les constitutions des États fédérés. La collectivité locale est l'instance de gouvernement la plus proche de la population et des affaires locales. Les collectivités locales sont en général chargées de traiter de questions telles que l'aménagement du territoire et la planification du développement, les permis de construire, les routes et les transports publics, l'eau et l'assainissement, l'énergie et bien d'autres sujets concernant directement les communautés locales. Ensemble, elles sont à même de contribuer utilement à la solution des problèmes d'environnement à l'échelle de la planète. Les compétences et points de vue conjugués des collectivités locales devraient être mieux pris en compte dans l'élaboration des politiques environnementales mondiales.

Les collectivités locales se rassemblent aux niveaux national, régional et mondial dans le cadre d'organisations de collectivités locales. Tandis que chaque collectivité locale se concentre sur les questions qui se posent à l'échelon local, les organisations de collectivités locales sont au fait des problèmes d'envergure internationale qui concernent les communautés locales et peuvent aider à établir des liens entre les décideurs locaux

et mondiaux. Représentant l'instance gouvernementale la plus proche de la population et couramment élue de façon démocratique, la collectivité locale est souvent la mieux ou la première informée des problèmes auxquels les citoyens sont confrontés.

Les organisations de collectivités locales facilitent en outre le rassemblement d'informations provenant de centaines de villes et de cantons, ce qui permet de mettre en évidence les questions qui méritent de retenir l'attention au niveau mondial. Les zones urbaines, qui accueillent plus de la moitié de la population mondiale, sont aussi à l'origine de divers problèmes environnementaux. À titre d'exemple, 80 % environ des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent des zones urbaines.

« Les communautés locales sont les premières ou les plus directement touchées par certaines crises environnementales. Il faudrait donc qu'elles soient entendues lors des débats mondiaux sur l'évaluation de l'environnement, l'alerte précoce et l'établissement des ordres du jour afin que ces questions soient prises en compte. »

La conception des villes actuelles repose sur l'extraction et la consommation de ressources et leur aménagement est souvent peu respectueux de l'environnement. La faible densité urbaine oblige à parcourir de longues distances et les infrastructures en place incitent souvent les habitants à utiliser leur voiture pour se déplacer en ville. Un aménagement plus dense des villes encouragerait le recours à des modes de transport plus respectueux de l'environnement, comme la marche, le vélo et les transports en commun. L'urbanisation en soi n'est pas un phénomène nouveau, mais sa rapidité et son ampleur croissantes ont fait un nouvel enjeu à l'échelon mondial. Alors qu'un tiers de la population mondiale

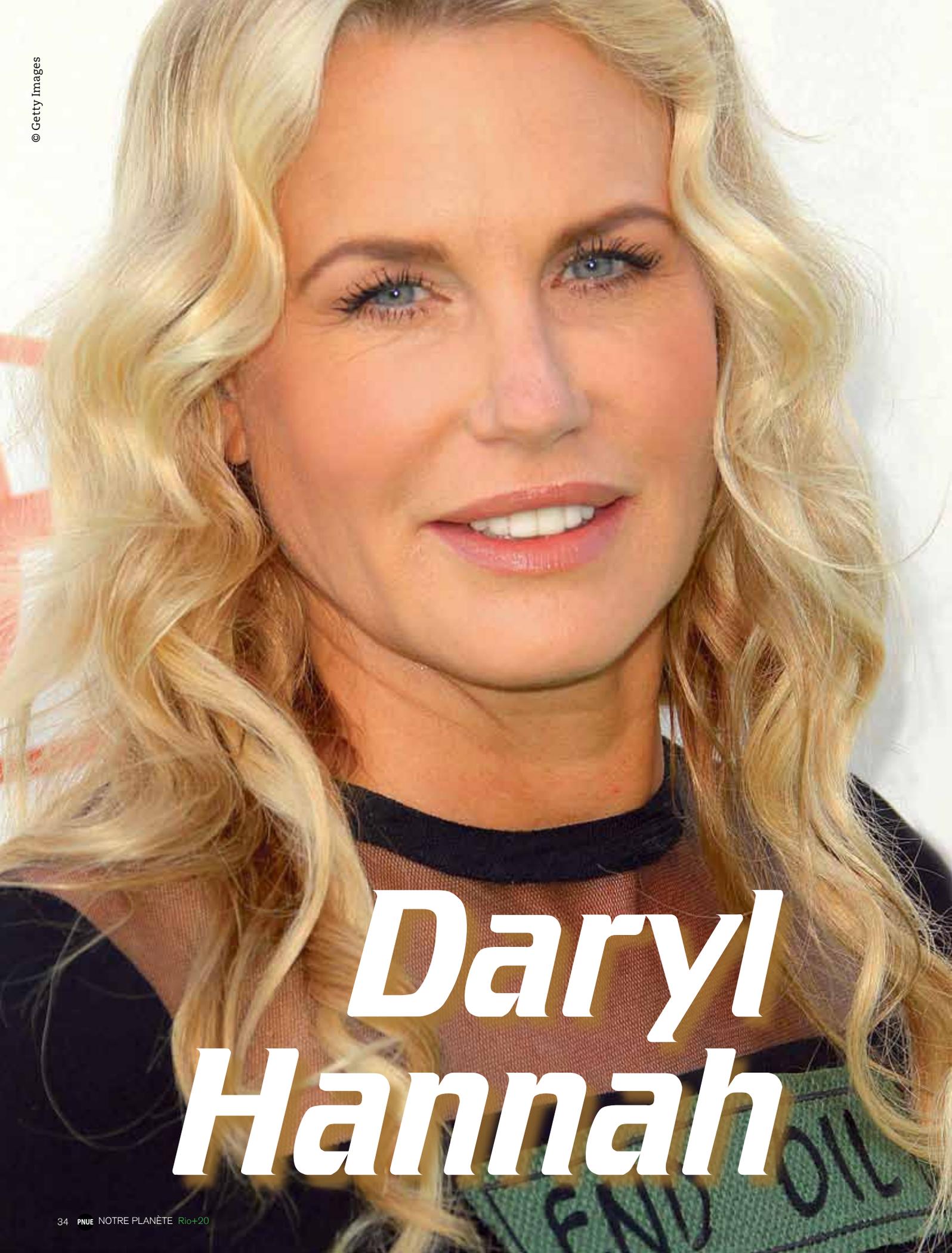
vivait en ville en 1950, les habitants des zones urbaines représenteront plus des deux tiers de la population mondiale en 2050.

Les communautés locales sont les premières ou les plus directement touchées par certaines crises environnementales. Il faudrait donc qu'elles soient entendues lors des débats mondiaux sur l'évaluation de l'environnement, l'alerte précoce et l'établissement des ordres du jour afin que ces questions soient prises en compte. Les autorités locales peuvent jouer un rôle actif en matière d'alerte précoce, notamment par le biais d'un réseau d'observatoires urbains, qui serviraient de « capteurs urbains » au PNUÉ, autorité environnementale mondiale chargée de la surveillance de l'environnement planétaire en lui signalant les problèmes et les menaces qui se font jour.

Les services responsables de l'environnement au sein des collectivités locales ont une parfaite connaissance des problèmes qui se posent à l'échelon local et des efforts déployés pour y faire face. Les organisations de collectivités locales et leurs associations peuvent assurer la liaison entre ces pôles de connaissances au niveau local et le pôle mondial de connaissances que constitue le PNUÉ. En raison du savoir des collectivités locales et des capacités appréciables dont elles disposent pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement, il faudrait que les organisations de collectivités locales participent plus pleinement à l'élaboration des politiques environnementales mondiales, notamment au sein des organes directeurs du PNUÉ. Des propositions précises sur les moyens d'y parvenir ont été élaborées.

Une des propositions formulées à l'appui du renforcement du PNUÉ consiste à instaurer un mécanisme d'examen volontaire pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement. La structure de ce mécanisme, s'il voit le jour, devrait faire une place aux organisations de collectivités locales.

La Conférence Rio+20, en juin 2012, offre une plateforme pour apporter les changements voulus et nécessaires, notamment en ce qui concerne la pleine participation des organisations de collectivités locales. Pour réaliser les objectifs mondiaux qu'il nous faut atteindre afin d'inverser les tendances non durables et surmonter les menaces qui pèsent sur l'environnement, il nous faut travailler tous ensemble de façon efficace.

A close-up portrait of Daryl Hannah with long, wavy blonde hair, smiling slightly. She is wearing a dark top with a green section that has the words 'END OIL' printed on it.

Daryl Hannah

« C'est simple, je ne veux pas faire partie de l'économie polluante basée sur les combustibles fossiles », déclare l'actrice Daryl Hannah, qui s'efforce incontestablement de se passer d'hydrocarbures depuis plus longtemps que la plupart. Elle vit hors réseau depuis 20 ans et n'hésite pas à avaler un verre du biocarburant durable avec lequel elle fait rouler son pick up classique, un Chevrolet El Camino, pour montrer que sa toxicité se situe « quelque part entre celle du sel de table et celle du sirop d'érable ». Elle s'entretenait avec Notre planète lors d'un colloque écologique sur la vie au ralenti organisé par la Société d'hôtels de luxe Six Senses au Soneva Fushi, aux Maldives. Pour y venir, il a fallu naturellement brûler du kérosène et elle admet franchement qu'elle n'a réussi que partiellement. « Je n'en suis manifestement pas sortie complètement à cause des voyages et d'autres choses », dit-elle, « mais j'essaie de limiter cela à certains domaines, et le fait que je sois hors réseau signifie que je choisis de m'en dispenser jusqu'à un certain point. » Elle achète des compensations d'émissions de carbone quand elle voyage, et depuis que Sir Richard Branson a fait savoir, lors du même colloque, qu'il prévoyait de mettre au point un kérosène propre, elle peut sans doute espérer que le jour viendra où elle pourra finalement s'en passer aussi dans ce domaine.

La vedette de *Splash* et de *Kill Bill* a grandi au 47^e étage d'un gratte-ciel du centre de Chicago, ce qui, dit-elle, l'a « dissociée et aliénée du monde » au point qu'elle a eu des « problèmes scolaires. » Ses parents ont réagi en l'envoyant en camp d'été dans les Rocheuses du Colorado pendant deux mois tous les ans entre 7 et 17 ans et là, en pleine nature, « j'ai trouvé mon centre », selon ses propres paroles.

Et c'est aussi dans les Rocheuses qu'elle est retournée pour transformer radicalement son mode de vie dès 1991, année où elle a créé une maison zéro carbone, longtemps avant que cela devienne à la mode. Elle a restauré un ancien relais de poste en l'adossant au relief pour assurer une isolation

« ...elle pratique les cultures les plus diverses allant des pommes de terre aux kakis, aux grenades et aux fruits de la passion. »

supplémentaire, en utilisant des matériaux non toxiques, recyclés et récupérés, en tirant tout le parti possible de l'énergie solaire passive et en installant des panneaux photovoltaïques qui lui fournissent presque toute son électricité (un groupe électrogène alimenté en biodiesel durable sert d'installation de secours).

L'eau provient d'une source et les eaux usées sont recyclées dans le biojardin où – en tant que végétarienne depuis l'âge de 11 ans – elle pratique les cultures les plus diverses allant des pommes de terre aux kakis, aux grenades et aux fruits de la passion. Elle possède des toilettes à compost, mais pas de télévision, et la touche finale est apportée par un bloc de pierre couvert de mousse (arrosé périodiquement) provenant du site qui sert de divan à l'intérieur.

« Il y a 20 ans, trouver les biens et les services appropriés n'était pas aisé, » dit-elle. « Mais c'est formidable, les factures sont faibles et les gens disent que c'est beau. On a peine à quitter ce lieu. » Et bien que sa demeure soit minuscule par rapport aux normes des vedettes d'Hollywood, elle n'en veut pas de plus grande. « Je ne veux pas 19 salles de bains. J'aime le fait qu'elle est à l'échelle humaine. »

Même hors de son foyer, elle est résolue à mener une vie durable. Le biodiesel destiné à la fois à sa maison et à sa voiture provient d'huiles usées des restaurants locaux. « Je sais qui produit mon biocarburant, comment il est produit et comment il est traité », dit-elle, ajoutant qu'elle est incapable de se souvenir quand elle est entrée dans une station-service pour la dernière fois « pour autre chose qu'utiliser les toilettes ». Son autre véhicule – sa Trans-Am de *Kill Bill* – a été converti pour fonctionner à l'alcool.

Elle fait campagne sur diverses questions environnementales et a été interpellée à trois reprises lors de diverses manifestations au cours des six dernières années, mais elle insiste : « C'est réellement une bonne idée que de commencer par soi-même. Renoncer aux combustibles fossiles n'est pas bon seulement pour la planète, c'est aussi bon pour soi. »



« Nous avons besoin d'une plus grande communauté de vues concernant l'Économie verte et Rio+20 peut nous en rapprocher. »

FREDRIK REINFELDT
PREMIER MINISTRE, SUÈDE



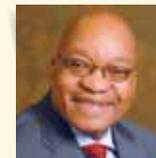
« Nous investissons donc massivement dans la réalisation de notre objectif de mise en place d'une économie verte. »

MWAI KIBAKI
PRÉSIDENT, KENYA



« Nous n'épargnerons aucun effort pour consolider le secteur des énergies propres, qui est un atout essentiel comptant parmi les plus importants du Brésil. »

DILMA ROUSSEFF
PRÉSIDENTE, BRÉSIL



« Nous avons beaucoup parlé d'utiliser des sources d'énergie plus propres. Aujourd'hui, nous réaffirmons cet engagement et cette détermination à nous orienter vers une économie à faible intensité de carbone. »

JACOB ZUMA
PRÉSIDENT,
AFRIQUE DU SUD

1972-2012 :
Au service des peuples
et de la planète

www.unep.org/ourplanet

www.unep.org/gc/gcss-xii/

www.unep.org/40thAnniversary

